



GRANDIR SANS PAPIERS : LES CONSÉQUENCES D'UNE ENFANCE EN SÉJOUR IRRÉGULIER EN EUROPE



PLATFORM FOR INTERNATIONAL COOPERATION ON
UNDOCUMENTED MIGRANTS

Ce rapport a été rédigé par Laetitia Van der Vennet et Roos Marie van den Bogaard, responsables de plaidoyer, et Michele LeVoy, Directrice de PICUM (Plate-forme pour la coopération internationale pour les personnes migrantes et sans papiers).

PICUM remercie chaleureusement pour leur aide l'ensemble de ses membres qui ont contribué à ce rapport ainsi qu'Emer Connor et Saskia Basa, stagiaires en plaidoyer à PICUM.

Traduction : Cornélia Boiroux, Morgane Delage, Joana Ferreira Pires et Rachel Oiknine

Relecture : Nathalie Simonnot



Cette publication a été rendu possible grâce au support de :



Ce rapport a reçu un soutien financier du Programme européen pour l'emploi et l'innovation (EaSI) (2014-2020). Pour plus d'informations, voir l'onglet financement sur le site : <https://ec.europa.eu/social/>.



**OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS**

SIGRID RAUSING TRUST

Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la Commission européenne.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	3
INTRODUCTION.....	8
ENFANTS INVISIBLES.....	9
Une myriade de vécus.....	9
Une pénurie de données.....	10
ASPECTS DE LA VIE AFFECTÉS PAR LE STATUT MIGRATOIRE DE L'ENFANT.....	11
ENCADRÉ 1 Notes sur la résilience.....	11
Logement, hébergement inadéquat et sans-abrisme.....	12
Définir le sans-abrisme.....	12
Envers et contre tout.....	12
Les répercussions des conditions de logement.....	13
ENCADRÉ 2 Sans abri en France.....	14
Accès aux services.....	16
ENCADRÉ 3 Mesures et pratiques prometteuses.....	17
Revenus et statut socio-économique.....	18
ENCADRÉ 4 Accès aux denrées alimentaires pendant la pandémie de COVID-19 en Espagne.....	20
Procédures d'obtention d'un titre de séjour et application des lois migratoires (dont la détention).....	21
Des procédures longues, complexes et parfois traumatiques.....	21
ENCADRÉ 5 Les enfants atteints du syndrome de résignation en Suède.....	23
Conséquences de la détention des personnes migrantes.....	23
ENCADRÉ 6 La détention des enfants en Europe.....	24
Peur de la police et conséquences des politiques répressives.....	25

Vie scolaire et se sentir soutenu	25
Le rôle de la vie scolaire	26
Vie scolaire : entrée et sortie	27
Un faux départ.....	27
Enfants sans papiers scolarisés : ce qu'il faut prendre en compte.....	28
Vie de famille et liens affectifs forts	29
Bienfaits à long terme d'une relation parent-enfant solide.....	29
Conséquences du statut de sans papiers sur la dynamique familiale.....	30
Conséquences de la séparation familiale.....	30
Inversion des rôles.....	30
 CONCLUSION : VIVRE EN SITUATION IRRÉGULIÈRE ET TROUVER DES SOLUTIONS DURABLES	 32
ENCADRÉ 7 Solutions durables pour les enfants sans papiers.....	33
 RECOMMANDATIONS	 34



RÉSUMÉ

Les enfants de Sans Papiers font partie intégrante de notre société, ils partagent les mêmes espoirs et les mêmes rêves que tous les autres enfants. Pourtant, à cause de leur situation irrégulière, leurs vies et celles de leurs familles sont marquées par l'incertitude et l'instabilité dans de nombreux domaines. Ce rapport porte sur six aspects de leur vie affectés par leur situation irrégulière : le logement, l'accès aux services, les revenus et le statut socio-économique, les procédures d'octroi d'un titre de séjour et l'application des lois migratoires (dont la détention), la scolarité et la vie de famille. Ces domaines sont ceux où l'invisibilisation des enfants est particulièrement forte, ou ceux qui sont au cœur de leur vie.

Bien que des données soient disponibles au niveau national et, pour certains sous-ensembles, au niveau européen, il n'existe pas d'estimations fiables du nombre d'enfants sans papiers en Europe. De nombreux enfants sans papiers sont des « mineurs non accompagnés », mais la plupart vivent avec leurs parents ; en outre, beaucoup d'enfants sont nés en Europe ou y vivent depuis plusieurs années. En Irlande, 68 % des enfants sans papiers sont nés dans le pays, selon une enquête menée auprès de leurs parents¹.

Logement

L'endroit où vit un enfant influence à la fois son présent et son avenir, mais sa situation en matière de logement dépend en grande partie de la capacité de ses parents et d'autres adultes à lui fournir un environnement sûr, stable et de qualité. Les parents sans papiers font tout

leur possible pour leur fournir un logement stable et de qualité, mais ils sont souvent incapables de leur offrir les mêmes conditions de vie que d'autres familles². Ils doivent souvent faire face au manque de ressources et aux discriminations sur le marché du logement : les propriétaires qui louent aux personnes migrantes sans papiers risquent des poursuites en justice et les centres d'accueil pour personnes sans abri excluent parfois les personnes sans papiers en raison de leur situation irrégulière. De nombreux parents sans papiers n'ont d'autre choix que de louer un logement inadéquat et dangereux avec un loyer élevé³.

Un logement inadéquat nuit à la santé de l'enfant, à court et à long terme : pendant l'enfance et l'adolescence, le corps des enfants est en pleine croissance. Ils passent également plus de temps à l'intérieur et sont plus proches du sol que les adultes⁴. Les risques de développer des problèmes de santé ou des handicaps augmentent jusqu'à 25 % chez les enfants et les jeunes adultes qui sont confrontés à de multiples problèmes de logement⁵. Les problèmes de santé mentale sont également plus fréquents chez les enfants sans abri que chez leurs camarades qui ont un domicile. Près de la moitié des enfants migrants sans abri interrogés à Paris déclarent « ne pas se sentir en sécurité » ou « ne pas du tout se sentir en sécurité »⁶. La situation d'un enfant en matière de logement a des répercussions non seulement sur son éducation (les enfants sans abri ont des résultats scolaires plus bas ce qui ne peut pas être expliqué par des différences de capacités⁷), mais également sur sa vie sociale, sur sa capacité à créer des amitiés durables et à entretenir des liens sociaux⁸.

- 1 Migrant Rights Centre Ireland, 2020, *"We live here, we work here. We belong here." A survey of over 1,000 undocumented people in Ireland.*
- 2 Voir par exemple Bloch A., Sigona N. et Zetter R., 2014, *No Right to Dream: the social and economic lives of young undocumented migrants in Britain*, Paul Hamlyn Foundation.
- 3 Cette situation a été observée à plusieurs reprises dans différents pays. Par exemple Harrison M., Law I., et Phillips D., 2005, *Migrants, Minorities and Housing: Exclusion, Discrimination and Anti-discrimination in 15 Member States of the European Union*, Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes; DW, 29 janvier 2020, *Migrants face housing discrimination in Germany* [consulté le 26 mars 2020]; RTE, 15 août 2019, *Migrants face discrimination in rental housing market – Charity* [consulté le 26 mars 2020].
- 4 Par exemple, Oudin A., Richter J.C., Taj T., et al., 2016, *Poor housing conditions in association with child health in a disadvantaged immigrant population: a cross-sectional study in Rosengård, Malmö, Sweden*, BMJ Open.
- 5 Tels que les mauvaises conditions de logement, la promiscuité, etc. Harker L., 2006, *Chance of a lifetime: The impact of bad housing on children's lives*, Shelter.
- 6 Refugee Rights Europe, 2018, *Still on the Streets: Documenting the situation for refugees and displaced people in Paris, France.*
- 7 Harker L., 2006, *Chance of a lifetime: The impact of bad housing on children's lives*, Shelter.
- 8 Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA), 2007, *Child Homelessness in Europe – an Overview of Emerging Trends.*

Accès aux services

Bien que les droits de l'enfant s'appliquent à tous les enfants, indépendamment de leur statut migratoire, les enfants sans papiers ont un accès limité aux services sociaux. Cela inclut l'accès à l'éducation, l'accès au système de santé, l'accès à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance et à la protection quand ils sont victimes d'un crime⁹. Quand les prestataires de services signalent des personnes sans papiers aux autorités migratoires (en l'absence de « pare-feu »¹⁰ qui empêcheraient de signaler le statut migratoire irrégulier), ou quand une famille est composée de personnes ayant différents statuts migratoires, les parents et les enfants sans papiers hésitent à demander de l'aide (même quand c'est nécessaire).

Revenus et statuts socio-économiques

Les données sur les revenus des ménages sans papiers et sur le risque ou le niveau de pauvreté auquel ils font face sont presque inexistantes. Cependant, de manière générale, le risque de pauvreté et d'exclusion sociale est plus élevé pour les personnes migrantes que pour celles qui détiennent la citoyenneté du pays¹¹. Le statut migratoire irrégulier des travailleuses et travailleurs sans papiers les confine à l'économie informelle, où ils sont systématiquement sous-payés et exploités¹². Selon une enquête menée en 2011 auprès de 170 personnes sans

papiers en Belgique, la moitié déclarait percevoir un revenu inférieur à 145 euros par mois¹³. Des travailleurs sans papiers appréhendés en Espagne à l'automne 2020 percevaient deux euros par heure, soit un tiers du salaire minimum obligatoire en vigueur¹⁴.

Le revenu est un déterminant social clé de la santé, il est indissociable du bien-être des enfants et des chances qui leur sont offertes : il a des répercussions sur le milieu dans lequel ils vivent, sur leur qualité de vie, sur leur accès à la nourriture et à certains types de logements, ainsi que sur leur sentiment de sécurité. Les enfants sans papiers qui vivent dans la pauvreté souffrent souvent de la faim ou ont une mauvaise alimentation. Leurs familles rencontrent des difficultés pour leur fournir des chaussures et des habits décents, les fournitures scolaires dont ils ont besoin, un accès Internet à la maison, des jouets, ou même des produits de première nécessité comme du gel douche ou du shampoing¹⁵. Pourtant, contrairement aux autres familles qui vivent dans la pauvreté, les parents sans papiers ne sont pas éligibles aux aides comme les allocations chômage ou le salaire minimum dans les États membres de l'UE¹⁶.

De nombreux enfants et jeunes sans papiers grandissent entourés de stress chronique ou toxique¹⁷, causé par une accumulation de problèmes tels que la pauvreté, les dettes, l'isolement social et l'incertitude face à l'avenir. Subir un stress chronique ou toxique

- 9 PICUM, 2018[2015], *Protecting undocumented children: Promising policies and practices from governments*; Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2011, *Fundamental rights of migrants in an irregular situation in the European Union*.
- 10 PICUM, 2020, *Protection des données et pare-feu : faire progresser le droit à la santé pour les personnes en situation irrégulière*; PICUM, 2020, *Créer des espaces sécurisés, résoudre les inégalités sanitaires*; PICUM, n.d., *Pourquoi un pare-feu?*
- 11 Selon les données EUROSTAT de 2019, le risque de pauvreté et d'exclusion sociale est de 39 % pour les personnes migrantes contre 19,5 % pour les personnes originaires de l'UE. Voir : Commission européenne, 2020, *Plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion pour la période 2021-2027* [en anglais]. Voir aussi : Eurostat, *Migrant integration statistics - at risk of poverty and social exclusion*.
- 12 Pour plus d'informations sur les travailleurs sans papiers, voir PICUM, 2020, *Tous les travailleurs sont égaux : Comment garantir l'accès à la justice des travailleurs migrants sans papiers* [en anglais]; PICUM, 2020, *Messages principaux et recommandations de PICUM en matière de traite des êtres humains*.
- 13 Schockaert I., Nicaise I., 2011, *De leefomstandigheden van dak- en thuislozen en van mensen zonder wettelijke verblijfsvergunning: eerste resultaten*, HIVA.
- 14 BBC, 12 décembre 2020, *Spanish police rescue 21 'exploited' migrant workers from warehouse* [consulté le 18 janvier 2021]; EuroWeeklyNews, 4 février 2020, *Minimum wage in Spain is officially increased to €950 per month* [consulté le 29 décembre 2020].
- 15 Liste établie par des adolescents sans papiers aux Pays-Bas. Kromhout M., Reijersen van Buuren A., Kloppenburg R., van Doorn L. & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS.
- 16 PICUM, à paraître, *Designing labour migration policies to promote decent work*.
- 17 Le terme « stress chronique » appartient au domaine médical et désigne « un état de stress constant éprouvé pendant une durée prolongée, pouvant [ainsi] causer des problèmes cardiaques et de vaisseaux sanguins à long terme. » Le terme « stress toxique » vient des recherches d'Adverse Childhood Experiences et « il modifie le cerveau en développement et provoque des maladies, physiques et psychologiques. Les hormones du stress comme le cortisol et l'adrénaline inhibent des zones du cerveau pour le défendre contre les émotions incontrôlables comme la peur. Le stress toxique diffère du stress ordinaire par sa persistance et sa dimension systémique. L'enfant n'a aucun contrôle sur sa situation. Il ne peut rien faire pour y remédier, il est impuissant alors que sa situation est plus ou moins permanente. » Sources : Cunneane D., 13 mars 2018, *Toxic stress vs chronic stress – what is the difference?*, Our Time's views. Pour plus d'informations sur les travaux d'Adverse Childhood Experiences, voir www.cdc.gov/violenceprevention/aces/.

pendant l'enfance peut engendrer un risque élevé de maladies cardiovasculaires, de cancers, d'asthme et de dépression à l'âge adulte¹⁸, voire une baisse temporaire du fonctionnement cognitif¹⁹.

Des réseaux de soutien formels et informels, comme les banques alimentaires et la distribution informelle de paniers de denrées alimentaires, sont indispensables pour réduire les écarts et assurer les besoins essentiels.

Procédures d'octroi d'un titre de séjour et application des lois migratoires, dont la détention

Des milliers d'enfants sans papiers en Europe, accompagnés ou non accompagnés, sont concernés par les procédures pour avoir un titre de séjour²⁰. Tandis que les interactions entre les mineurs non accompagnés et les services d'immigration sont souvent connues des responsables politiques et de la société civile, le degré d'interaction entre les enfants sans papiers qui vivent avec leur famille et les services d'immigration est moins connu et moins compris. Il arrive qu'aucun interprète ne soit disponible et que les parents ne parlent pas bien la langue du pays, contrairement à leurs enfants scolarisés. Les enfants doivent alors venir en aide à leurs parents en traduisant des lettres et en les accompagnant aux entretiens pour les titres de séjour, chez l'avocat, ou dans les services sociaux et de santé.

Agir en tant que guide ou interprète pour sa famille peut aider un enfant à développer la confiance en soi,

mais cela peut aussi lui causer du tort, notamment si on lui en demande trop, s'il entend les expériences traumatisantes que ses parents ont vécues, s'il les voit en détresse ou encore s'il est forcé de transmettre de mauvaises nouvelles, comme le refus d'une demande de protection ou d'un autre statut, ou une obligation de quitter le territoire.

La procédure d'obtention d'un titre de séjour est une expérience angoissante et éprouvante, pour les adultes comme pour les enfants, et raconter son histoire encore et encore peut les retraumatiser. En outre, quand la demande de titre de séjour est refusée, la santé psychologique de la personne se dégrade fortement. Parfois, les enfants abandonnent, tout simplement. Des professionnels de santé suédois ont rapporté des cas de syndrome de résignation chez des enfants sans papiers qui devenaient apathiques²¹.

La détention pour raisons migratoires se révèle également nocive. Des études²² ont démontré que les adultes et les enfants détenus souffrent de problèmes de santé mentale plus graves que les personnes qui ne sont pas détenues. Leur souffrance est proportionnelle au temps passé en détention. Une des raisons de la nocivité de la détention est l'impossibilité d'agir : la capacité à faire quelque chose et à se protéger permet d'éviter les dommages psychologiques à long terme causés par une expérience effroyable²³. Les organismes internationaux pour les droits humains et les droits de l'enfant²⁴ recommandent tous que les enfants ne soient jamais détenus pour raisons migratoires.

18 Johnson S., Riley A., Granger D. & Riis J., 2013, *The Science of Early Life Toxic Stress for Pediatric Practice and Advocacy*, Pediatrics, 131(2), 319-327.

19 Kelly-Princeton M., 30 août 2013, *Poverty does bad things to your brain*, Futurity [consulté le 18 janvier 2021]; Mani A., Mullainathan S., Shafir E. & Zhao J., 2013, *Poverty Impedes Cognitive Function*, Science 341, 976-980.

20 Pour les données européennes sur les enfants dans les procédures migratoires et de demande d'asile, voir l'ensemble de données d'Eurostat « Enfants migrants (asile et gestion des migrants) (mci) ».

21 Bodegard G., 2007, *Pervasive loss of function in asylum-seeking children in Sweden*; Joelsson L., Dohlin K., 2005, *The asylum seeking process a breeding ground for apathy among certain children. A negative answer concerning the residence permit is often a triggering factor*, Lakartidningen, 102 (48), 3646-50; Bodegard G., 2004, *Case reports of devitalization because of depression. Refugee children seeking asylum develop life-threatening losses of function*, Lakartidningen, 101(19), 1696-9.

22 Entre autres : Lorek A., Ehntholt K., Nesbitt A., Wey E., Githinji C., Rossor E. & Wickramasinghe R., 2009, *The mental and physical health difficulties of children held within a British immigration detention centre: A pilot study*, Child Abuse & Neglect, 33 (9), 573-585; Australian Human Rights Commission, 2014, *The Forgotten Children: National Inquiry into Children in Immigration Detention*; Von Werthern M., Robjant K., Chui Z., Schon R., Ottisova L., Mason C. & Katona C., 2018, *The impact of immigration detention on mental health: a systematic review*, BMC Psychiatry, 382, n.p.

23 van der Kolk B., 2014, *The Body Keeps the Score. Mind, Brain and Body in the Transformation of Trauma*, Penguin Books.

24 Entre autres : Health Professionals Against Immigration Detention, 2016, *Open letter from health professionals against immigration detention*, The Lancet, 388 (100559), 2473-2474 ; par la Cour européenne des droits de l'homme (Popov c. France, requête n° 39472/07 et 39474/07 (CEDH, 19 janvier 2012) ; Muskhadzhiyeva et autres c. Belgique, requête n° 41442/07 (CEDH, 19 janvier 2010) ; Kanagaratnam et autres c. Belgique, requête n° 15297/09 (CEDH, 13 décembre 2011)) ; Comité des Nations unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, 2017, *Observation générale conjointe n° 4 (2017) du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et n° 23 (2017) du Comité des droits de l'enfant sur les obligations des États en matière de droits de l'homme des enfants dans le contexte des migrations internationales dans les pays d'origine, de transit, de destination et de retour*.

De nombreux enfants sans papiers, même très jeunes, craignent la police par peur d'être arrêtés, détenus ou expulsés.

Scolarité et soutien

Pour un enfant, l'école est formatrice bien au-delà de l'aspect éducatif. Elle a une fonction de médiation dans sa vie, elle constitue un filet de protection sociale, une « couche de protection » qui l'entoure, tandis qu'il jongle avec ses autres défis du quotidien. Permettre aux enfants sans papiers d'accéder au système éducatif, dont l'accueil et l'éducation des jeunes enfants, les activités extrascolaires et les stages, est essentiel pour les aider à développer leur résilience et à se construire un avenir sûr et stable.

Toutefois, l'inclusion des enfants sans papiers dans les textes législatifs liés à l'éducation est plus implicite qu'explicite ; c'est pourquoi ils sont souvent exclus (d'une partie) du système éducatif²⁵. Ils n'ont pas toujours la possibilité de s'inscrire ou de participer complètement aux activités.

Ils peuvent aussi ne pas commencer sur un même pied d'égalité. Les enfants qui grandissent dans la pauvreté, comme c'est le cas de nombreux enfants sans papiers, partent probablement avec un désavantage dans le système éducatif formel avant même d'entrer à l'école²⁶. Les vacances scolaires sont synonymes de difficultés supplémentaires : les repas et les loisirs d'ordinaire fournis par l'école sont à la charge des parents en plus des dépenses habituelles, et cette pression financière plus forte qui pèse sur la famille peut détériorer la santé psychologique des enfants²⁷. Les risques de « perte d'apprentissage » pendant les vacances scolaires sont également plus élevés chez les enfants en situation de précarité économique que chez les autres enfants²⁸.

Les procédures pour les titres de séjour ont également des répercussions sur l'éducation des enfants sans papiers qui, par exemple, doivent (absolument) assister aux entretiens ou se rendre aux services de l'immigration pour d'autres formalités. C'est également le cas quand aucun interprète n'est disponible et que les parents ne parlent pas la langue du pays, contrairement à leurs enfants en âge d'aller à l'école.

Vie de famille et liens affectifs forts

Les enfants qui grandissent dans une famille aimante et chaleureuse, qui ont des liens affectifs forts avec la personne responsable d'eux, auront des fondations solides pour faire preuve de résilience et réussir dans leur vie future. L'amour et la sécurité protègent la santé psychologique de l'enfant, car le soutien social constitue la meilleure protection contre le stress et les traumatismes²⁹. Inversement, priver longtemps un enfant de son tuteur, par exemple à cause de la détention d'une partie de sa famille, entraînera probablement des dommages sociaux, émotionnels et cognitifs³⁰.

Pour les parents sans papiers, la gestion des difficultés quotidiennes engendrées par leur statut migratoire et/ou les expériences de discrimination les forcent à être moins disponibles pour leurs enfants qu'ils ne le voudraient, ou qu'ils ne le devraient pour répondre à leurs besoins. L'enfant est alors stressé à son tour, car sa principale source de réconfort semble absente. Grandir dans une famille où le stress est chronique peut augmenter la concentration en cortisol et ainsi causer des problèmes physiques et des troubles du comportement comme l'anxiété et la dépression³¹.

Dans certaines familles, un échange des rôles parents-enfants peut avoir lieu : les enfants occupent une place qui revient généralement aux parents³². La « parentification »

- 25 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2011, *Les droits fondamentaux des migrants en situation irrégulière dans l'Union européenne* et PICUM, 2018[2015], *Protecting undocumented children: Promising policies and practices from governments*.
- 26 Higgings S., Coe R. et Gorard S., 5 décembre 2014, *How to improve the chances of poor children at school*, The Conversation [consulté le 18 janvier 2021]. Voir Platt L., 3 décembre 2014, *Parents' fortunes matter for cognitive development of 11-year-olds*, The Conversation [consulté le 18 janvier 2021] pour plus d'informations sur les répercussions des revenus des parents sur le développement cognitif de l'enfant.
- 27 Morgan K. et Moore G., 4 avril 2019, *Poorer children's summer holiday experiences linked with worse mental well-being*, The Conversation [consulté le 18 janvier 2021].
- 28 Shinwell J., Defeyter M.A., 2017, *Investigation of Summer Learning Loss in the UK – Implications for Holiday Club Provision*, Frontiers in Public Health, 5 (270).
- 29 van der Kolk B., 2014, *The Body Keeps the Score. Mind, Brain and Body in the Transformation of Trauma*, Penguin Books.
- 30 McLeod S., 2017, *Bowlby's Attachment Theory*, Simply Psychology.
- 31 Ashman, Dawson, Panagiotides, Yamada et Wilkins, 2002 ; Gershoff et al., 2007 ; Lupien, King, Meaney et McEwen, 2000 in : H. Yoshikawa, A. Kalil, *The Effects of Parental Undocumented Status on the Developmental Contexts of Young Children in Immigrant Families*, 2011; Lupien S.J., King S., Meaney M.J. & McEwen B.S, 2000, *Child's Stress Hormone Levels Correlate with Mother's Socioeconomic Status and Depressive State*, Biological Psychiatry, 48(10), 976-980; Concordia University, 2011, *Behavioural problems linked to cortisol levels: Study finds intervention needed as soon as behavioural problems appear*, Science Daily.
- 32 Heath H., 2006, *Parenting: a relationship-oriented and competency-based process*, Child Welfare, 85(5), 749-766, in Ahmad Ali M., 2008, *Loss of Parenting Self-efficacy among Immigrant Parents*, Contemporary Issues in Early Childhood, 9 (2), 148-160.

de l'enfant peut avoir des répercussions négatives sur son développement socioémotionnel ainsi que sur sa santé mentale si les attentes dépassent ses capacités de réponse. Toutefois, le soutien aux responsabilités familiales adapté aux capacités développées par l'enfant peut l'aider à accroître son autonomie et ses compétences³³.

Conclusion : grandir en situation irrégulière et trouver des solutions durables

Chaque enfant sans papiers est unique, mais tous ont vécu plusieurs événements pouvant causer des traumatismes. Ils sont d'ailleurs importants et ne doivent pas être sous-estimés, car ils divisent le monde avec, d'un côté, ceux qui ont vécu des traumatismes et les comprennent et, de l'autre, ceux qui n'en ont pas vu, qui ne peuvent pas les comprendre et à qui on ne peut pas faire confiance³⁴. Cela inclut les acteurs des services sociaux ou autres, les agents de l'immigration et les autres personnes qui veulent les aider.

La capacité d'agir et à changer la situation est un facteur d'atténuation important en cas d'événement potentiellement traumatisant. Cependant, puisqu'il s'agit d'enfants et puisqu'il s'agit de personnes migrantes, la majorité des décisions qui les concernent sont prises par autrui³⁵ et leur capacité à agir est alors plus que limitée.

Un statut migratoire irrégulier ne donne pas de fondations solides aux enfants pour s'épanouir en tant que tels ou en tant qu'adultes. Le fait que de nombreux enfants sans papiers deviennent des jeunes et des adultes intelligents et responsables qui souhaitent participer à la vie locale en dit long sur leur résilience et sur les compétences parentales de leurs parents.

Les enfants ont tous la capacité de s'épanouir, d'être ingénieux et de s'adapter, mais seulement s'ils peuvent évoluer dans un environnement où ils auront les ressources nécessaires pour prospérer et grandir. Cependant, les jeunes et les enfants sans papiers ne pourront pas réaliser pleinement leur potentiel sans un statut migratoire stable. C'est pourquoi il est essentiel que, d'une part, les gouvernements intègrent une procédure de l'intérêt supérieur de l'enfant qui vise à trouver une solution durable dans la législation nationale relative à la migration (« *best interests procedure for the identification of a durable solution* »). D'autre part, les gouvernements devraient également prévoir l'accès à des procédures de séjour basées sur les droits de l'enfant pour les personnes sur le territoire et, enfin, assurer sans restriction l'accès aux services pour les enfants sans papiers.

33 Macfie, J., Brumariu, L. E. & Lyons-Ruth, K., 2015, *Parent-child role-confusion: A critical review of an emerging concept*, Developmental Review, 36, 34–57.

34 van der Kolk B., 2014, *The Body Keeps the Score. Mind, Brain and Body in the Transformation of Trauma*, Penguin Books.

35 Par exemple, les agents de l'immigration, mais aussi les propriétaires de logement, les fournisseurs de services sociaux, etc.

INTRODUCTION

Les enfants sans papiers font partie intégrante de notre société. Ils ont les mêmes rêves que leurs camarades : un avenir où ils vivront épanouis. Pourtant, en raison de leur situation migratoire irrégulière, leur vie et celle de leur famille sont marquées par l'incertitude et l'instabilité dans de nombreux domaines, comme le logement, l'emploi et le bien-être physique et émotionnel³⁶.

De précédentes publications de PICUM ont récolté les témoignages de jeunes sans papiers³⁷, ont étudié les droits des enfants sans papiers dans différents pays³⁸ et ont donné un aperçu des bonnes politiques et pratiques mises en place au niveau local, régional, national et européen³⁹. Ce rapport adopte une approche différente. L'objectif est ici de prendre du recul et d'analyser les

répercussions du statut migratoire des enfants sans papiers sur leur vie quotidienne, sur leur bien-être et sur leur développement, ainsi que les changements de politiques qui peuvent être nécessaires.

Le statut migratoire a des répercussions sur de nombreux aspects de la vie et de l'environnement d'un enfant, mais ce rapport se concentre sur les domaines suivants : le logement, l'accès aux services, les revenus et le statut socio-économique, les procédures pour un titre de séjour et l'application des lois migratoires (dont la détention), la scolarité et la vie de famille. La conclusion de ce rapport comprend des recommandations adressées aux responsables des décisions politiques à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale.



36 Gonzales R.G., 2016, *Lives in Limbo. Undocumented and coming of age in America*, University of California Press, p. 9.

37 PICUM, 2016, *Écoutez-nous : Les enfants et les jeunes sans papiers racontent leurs histoires*.

38 PICUM, 2018 [2015], *Protecting undocumented children: Promising policies and practices from governments*; PICUM, 2016, *Undocumented migrants and the Europe 2020 Strategy: Making social inclusion a reality for all migrants in Germany*; PICUM, HCDH, Universidad Nacional de Lanus et UNICEF, 2013, *Human Rights of Undocumented Adolescents and Youth*; PICUM, 2013, *Access to early childhood education and care for undocumented children in Europe*; PICUM, 2013, *Access to internships & formal certification for undocumented young people in Europe*; PICUM, 2013, *Réaliser les droits des enfants et des familles en situation irrégulière*; PICUM, 2013, *Des enfants d'abord et avant tout*.

39 PICUM, 2018 [2015], *Protecting undocumented children: Promising policies and practices from governments*; PICUM, 2019, *Solutions Durables et intérêt supérieur de l'enfant dans le contexte des procédures de retour*.

ENFANTS INVISIBLES

Les enfants sans papiers n'ont pas de statut migratoire stable dans le pays où ils vivent. Ils sont peut-être nés dans le pays de parents sans papiers, sont arrivés dans le pays avec (ou sans) leurs parents ou leur tuteur. Ils n'ont peut-être jamais eu de statut migratoire régulier, ils l'ont peut-être perdu ou ils sont peut-être nés apatrides⁴⁰. Les enfants ayant un statut migratoire précaire, c'est-à-dire un statut de résident temporaire, risquent de devenir sans papiers si un titre de séjour permanent ne leur est pas accordé.

Une myriade de vécus

Il y a autant de vécus différents qu'il y a d'enfants sans papiers. Il est pourtant possible d'identifier des groupes d'enfants qui partagent des ressemblances.

De nombreux enfants sans papiers vivent avec leurs parents dans des conditions relativement stables. Selon une enquête menée en 2020 auprès de 1 000 personnes sans papiers vivant en Irlande, 75,5 % y vivent depuis plus de cinq ans⁴¹. Sur les 185 enfants dont les parents ont été interrogés, 68 % sont nés en Irlande. De même, sur les 29 enfants sans papiers interrogés aux Pays-Bas, 26 y vivent depuis plus de quatre ans et 16 y sont nés⁴².

Les enfants sans papiers qui vivent avec leur famille ne savent pas toujours qu'ils sont en situation irrégulière, car leurs parents souhaitent leur épargner l'inquiétude,

le stress et l'incertitude liés à leur situation⁴³. D'autres sont parfaitement conscients de leur situation, car leurs parents les en ont informés dès leur plus jeune âge ou dépendent d'eux⁴⁴ pour gérer les procédures migratoires et les relations avec les services sociaux. D'autres enfants prennent conscience de leur situation quand leurs parents ou eux-mêmes sont arrêtés ou détenus.

Quand les enfants comprennent qu'ils sont en situation irrégulière, ils réalisent qu'ils n'auront pas les mêmes chances ni le même avenir que leurs camarades et amis citoyens du pays où ils se trouvent. Bien qu'ils cachent souvent leur situation à leurs amis et au personnel éducatif, être sans papiers, tout comme obtenir la citoyenneté, deviennent des éléments centraux de leur vie et de leur identité⁴⁵. Un enfant de douze ans a déclaré : « J'imagine souvent comment serait ma vie avec un titre de séjour. J'y pense tous les jours. »⁴⁶

La majorité des enfants sans papiers vivent avec leurs parents, mais certains vivent sans membres (adultes) de leur famille (ce sont des « enfants non accompagnés ») ou vivent avec des membres de leur famille qui ne sont pas leurs tuteurs légaux (« enfants séparés⁴⁷ »). La distinction entre un enfant non accompagné et un enfant séparé n'est pas juridique⁴⁸, mais elle montre les différentes situations dans lesquelles les enfants peuvent se trouver. Un tuteur devrait leur être assigné par le gouvernement

40 Pour plus d'informations sur les enfants apatrides, voir le Réseau européen sur l'apatridie, Child Circle, PICUM et Initiative for Children in Migration, 2020, *Aucun enfant ne devrait être apatride : garantir le droit à une nationalité pour les enfants migrants en Europe*.

41 Migrant Rights Centre Ireland, 2020, *"We live here, we work here. We belong here." A survey of over 1,000 undocumented people in Ireland*.

42 Kromhout M., Reijersen van Buuren A., Kloppenburg R., van Doorn L. & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS.

43 Gonzales R.G., 2016, *Lives in Limbo. Undocumented and coming of age in America*, University of California Press.

44 C'est souvent le cas quand les parents sont analphabètes ou ne parlent pas assez bien la langue du pays pour accéder aux services ou remplir les demandes de titre de séjour et doivent donc dépendre de leurs enfants en âge d'aller à l'école pour les informer et les aider.

45 Gonzales R.G., 2016, *Lives in Limbo. Undocumented and coming of age in America*, University of California Press ; Kromhout M., Reijersen van Buuren A., Kloppenburg R., van Doorn L. & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS.

46 Kromhout M., Reijersen van Buuren A., Kloppenburg R., van Doorn L. & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS, p. 51.

47 En France, les enfants non accompagnés sont le plus souvent nommés « mineurs non accompagnés » (MNA) alors qu'en Belgique, on parle de « mineurs étrangers non-accompagnés » (MENA). Dans les deux cas, il s'agit bien d'enfants et les droits de l'enfant s'appliquent.

48 Le cadre juridique de l'UE ne fait pas cette distinction, car les enfants non accompagnés et les enfants séparés relèvent de la définition de l'article 2 de la refonte de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 : « mineur non accompagné : "un mineur qui entre sur le territoire des États membres sans être accompagné d'un adulte qui est responsable de lui, de par le droit ou la pratique en vigueur dans l'État membre concerné, et tant qu'il n'est pas effectivement pris en charge par une telle personne ; cette expression couvre aussi le mineur qui a été laissé seul après être entré sur le territoire des États membres." »

pour les accompagner et les soutenir, protéger leur intérêt supérieur, assurer leur bien-être et les aider à trouver une solution pérenne⁴⁹.

Les enfants non accompagnés ou séparés peuvent vivre en foyer avec d'autres enfants non accompagnés, en famille d'accueil ou être sans abri, selon le pays où ils vivent et leur situation individuelle. Bien qu'une prise en charge par l'État lui accorde un certain niveau de protection, au minimum un logement, cela ne signifie pas que l'enfant est en situation régulière. Par exemple, une enquête menée en 2019 par le journal *El País* a révélé que près de 10 000 des 12 300 enfants non accompagnés pris en charge par l'État espagnol à ce moment-là ne s'étaient pas vu accorder de titre de séjour, alors que la loi leur en donnait le droit⁵⁰.

Une pénurie de données

Il n'existe pas d'estimation fiable du nombre d'enfants sans papiers en Europe (tout comme il n'y a actuellement aucune estimation fiable du nombre de personnes

migrantes sans papiers dans l'UE⁵¹). Certains pays ont essayé de faire des estimations crédibles du nombre d'enfants sans papiers au niveau national. Par exemple, on estime que 190 000 à 241 000 enfants sans papiers vivent au Royaume-Uni, pour la plupart à Londres⁵².

Les seules données officielles à l'échelle européenne sur les personnes sans papiers visent les arrestations, les obligations de quitter le territoire ou les prises de décisions de retour (forcé)⁵³. Elles donnent une image incomplète de la situation et, pour la plupart, ne sont pas ventilées en fonction de l'âge. Cependant, ces dix dernières années, environ 10 % des personnes que les États membres de l'UE ont signalées comme se trouvant en situation irrégulière sur leur territoire étaient mineures (voir tableau 1)⁵⁴. Bien que ce chiffre ne représente que les personnes ayant été appréhendées et ne constitue pas une véritable estimation du nombre de personnes et d'enfants sans papiers qui vivent dans l'UE, il montre bien que plusieurs dizaines de milliers d'enfants sans papiers entrent en contact avec des fonctionnaires de l'État chaque année, en particulier avec la police.

TABEAU 1. Nombres et pourcentages d'enfants repérés en situation irrégulière sur le territoire (28 États membres de l'UE) [migre-EIPRE]

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Personnes repérées en situation irrégulière — 28 États membres (total)	508 850	474 690	443 425	452 270	672 215	2 155 485	983 935	618 730	600 025	650 175
Enfants (de moins de 18 ans) repérés en situation irrégulière — 28 États membres	41 755	35 505	38 700	42 235	89 875	230 520	161 400	79 335	57 275	59 005
Pourcentage d'enfants — 28 États membres (calculs réalisés par nos soins)	8,2 %	7,5 %	8,7 %	9,3 %	13,4 %	10,7 %	16,4 %	12,8 %	9,5 %	9 %

49 Une solution pérenne est constituée par des conditions de vie qui protègent l'intérêt supérieur et le bien-être de l'enfant sur le long terme, qui est durable et sûre de ce point de vue. Son issue doit comprendre un statut migratoire stable, l'assurance que l'enfant pourra atteindre l'âge adulte dans un environnement où ses besoins seront satisfaits et où ses droits seront respectés tel que défini par la Convention internationale des droits de l'enfant et où l'enfant ne fera pas l'objet de persécution ou d'atteintes graves. Une solution pérenne peut comprendre l'intégration dans le pays de résidence, un programme de réinstallation ou de rapprochement familial avec des membres de sa famille dans le pays d'origine ou dans un pays tiers. Pour plus d'informations sur les solutions pérennes, voir <http://picum.org/fr/durable-solutions/>.

50 *El País*, 19 novembre 2019, *España mantiene sin papeles a casi 10.000 menores inmigrantes tutelados* [consulté le 22 décembre 2020].

51 En 2008, on estime que 1,9 à 3,8 millions de personnes migrantes en situation irrégulière résident dans l'UE ; la plupart seraient entrés sur le territoire légalement (avec un permis de travail ou un titre de séjour étudiant ou pour faire une demande de rapprochement familial ou une demande d'asile) et auraient par la suite perdu ce statut. Source : Commission européenne, 2009, *Clandestino Project Final Report*.

52 Joly A., Thomas S.N. & Stanyer J., 2020, *London's children and young people who are not British citizens: A profile*, University of Wolverhampton et Greater London Authority.

53 Voir la base de données Eurostat : *Asile et gestion des migrations*. La base de données sur les retours volontaires (migr_eirt_vol) ne comprend pas les personnes ayant quitté le territoire de leur propre fait ou en dehors des programmes de retour volontaire assisté.

54 Eurostat, *Ressortissants de pays tiers repérés en situation illégale - données annuelles (arrondies) (migr_eipre)* [consulté le 1^{er} décembre 2020].

ASPECTS DE LA VIE AFFECTÉS PAR LE STATUT MIGRATOIRE DE L'ENFANT

Le statut migratoire irrégulier d'un enfant a des répercussions sur de nombreux aspects de sa vie et de son environnement, mais nous nous concentrerons sur les domaines où leur invisibilisation est particulièrement importante, comme le logement et les procédures pour obtenir un titre de séjour, et sur ceux qui sont au cœur de leurs vies, comme l'éducation et la vie de famille.

Souvent, plusieurs facettes sont touchées en même temps. Par exemple, une étude menée sur des enfants sans papiers à Amsterdam, aux Pays-Bas, montre que 11 % des enfants sans papiers inclus dans l'étude n'étaient pas scolarisés, que 17 % n'étaient pas vaccinés, que 83 % n'avaient pas de médecin traitant et que 30 % n'avaient pas de domicile fixe (c'est-à-dire qu'ils étaient sans abri)⁵⁵.

Chaque enfant et chaque famille sans papiers est unique. D'autres pans de leurs vies sont influencés par des facteurs qui ne sont pas abordés dans ce

rapport, comme, entre autres, leur âge ou leur stade de développement, leur identité de genre ou leur orientation sexuelle, les rôles de genre prédominants, la transmission intergénérationnelle des traumatismes, leur pays de résidence ou leur niveau de langue.

Les informations citées dans les parties ci-après proviennent de chercheurs, de professionnels de santé, de parents, d'enfants et de jeunes ou, bien souvent, sont les résultats de sondages remplis lors d'une visite auprès de services de santé proposés par des ONG. Les recherches quantitatives s'intéressant aux répercussions du statut migratoire sur les différents domaines de la vie d'un enfant sans papiers sont presque inexistantes. Nous avons extrapolé, lorsque c'était pertinent, les résultats des recherches qui ne s'intéressaient pas exclusivement aux enfants sans papiers, mais qui les concernaient implicitement (par exemple, les répercussions d'un logement inadéquat).

ENCADRÉ 1 Notes sur la résilience

Les effets néfastes d'un statut migratoire précaire sur la santé physique et psychologique seront mentionnés tout au long de cette publication. Toutefois, il est essentiel d'insister sur le potentiel, l'ingéniosité et la capacité d'adaptation des enfants qui, avec les ressources nécessaires et un environnement adapté, pourront s'épanouir et grandir.

Les enfants et les jeunes sans papiers peuvent faire preuve d'une résilience incroyable et sont capables de grandes réussites. Vivre sa vie sans statut migratoire stable est déjà loin d'être une réussite négligeable. Toutefois, la résilience⁵⁶ n'est pas innée chez un enfant et inexistante chez un autre. Il s'agit d'une adaptation ordinaire à l'adversité ou à des événements potentiellement traumatisants d'enfants qui disposent de ressources adaptées.

La résilience se construit par les interactions d'un enfant avec son environnement, qui peut comprendre à la fois des facteurs de risque, de protection et d'atténuation. Le stress lié à la menace d'expulsion peut être un facteur de risque, le statut socio-économique et les ressources de la famille peuvent constituer un facteur d'atténuation. Une relation parents-enfants affectueuse et des amitiés solides sont des facteurs de protection. En outre, un enfant peut faire preuve de résilience face à certains risques, mais pas à d'autres. Les facteurs de risques et de protection n'ont pas les mêmes répercussions sur tout le monde ni dans toutes les circonstances.

Les enfants sans papiers ne sont pas irrémédiablement limités ou marqués par leurs vécus, mais ils sont les victimes à court et à long terme des pratiques et des politiques actuelles. Si les gouvernements et la société en général aident ces enfants à commencer leur vie dans de bonnes conditions, ils pourront vivre des vies épanouies et, une fois adultes, apporter leur contribution à la société.

55 Étude menée auprès de 267 adultes sans papiers qui s'étaient rendus dans un dispensaire à Amsterdam en 2016. 30 % des adultes ont répondu avoir des enfants et 15 % ont déclaré avoir un ou plusieurs enfants sans papiers aux Pays-Bas. Source : Klok-Nentjes S., Tramper-Stranders S.A., van Dam-Bakker E.D.M. & Beldman J.J., 2018, *Undocumented children in the Amsterdam region: an analysis of health, school and living circumstances*, European Journal of Pediatrics, 177 (7), 1057-1062.

56 Voir la théorie de Michael Rutter dans Shean M., 2015, *Current theories relating to resilience and young people: a literature review*, Victorian Health Promotion Foundation.

Logement, hébergement inadéquat et sans-abrisme

Les conditions de vie d'un enfant ont des retombées sur sa vie future et présente. Contrairement à un adulte, qui peut habituellement choisir lui-même son lieu de vie, les conditions de logement d'un enfant dépendent principalement de la capacité de ses parents ou d'autres adultes à se procurer un logement stable, sain et de qualité. C'est particulièrement le cas des enfants, adolescents et jeunes adultes sans papiers qui dépendent de la volonté et de la faculté de leurs parents, de membres de leur famille ou du gouvernement⁵⁷ à leur procurer un logement ou un abri.

Définir le sans-abrisme

La typologie européenne de l'exclusion liée au logement, dite « ETHOS »⁵⁸, part du principe que le concept de « logement » est composé de trois domaines (physique, social et légal) dont l'absence permettrait de définir le sans-abrisme. Selon l'ETHOS, « *avoir un logement peut être interprété comme : avoir une habitation adéquate ou un espace de vie avec la jouissance exclusive d'une personne et sa famille (domaine physique) ; avoir un lieu où il est possible d'avoir une vie privée et d'entretenir des relations sociales (domaine social) ; et avoir un titre légal d'occupation (domaine légal).* » De cette définition sont dérivés les quatre principaux concepts de sans-abrisme⁵⁹, d'absence de logement⁶⁰, de logement précaire⁶¹ et de logement inadéquat⁶², lesquels indiquent tous l'absence d'un « chez soi ».

Les conditions de logement et le sans-abrisme des enfants sans papiers illustrent ce continuum : certains dorment dehors, d'autres à l'abri chez des amis, dans des squats ou des refuges provisoires. D'autres encore, souvent ceux qui vivent avec leurs parents,

bénéficient d'un logement en appartement ou en maison relativement stable, mais souvent trop petit ou inadéquat d'une manière ou d'une autre.

Envers et contre tout

Si les parents sans papiers font tout pour offrir un logement stable et adéquat à leurs enfants, ils sont souvent défavorisés par rapport à ce que peuvent se procurer des parents en situation régulière⁶³. Les familles sans papiers ont tendance à déménager fréquemment et vivent souvent dans des logements surpeuplés (avec plusieurs membres de la famille dans une pièce, si ce n'est la famille entière) ou partagés avec d'autres familles⁶⁴.

En raison de leur situation irrégulière, les options de ces parents sans papiers sont limitées : s'ils ont un emploi, ils peuvent être victimes d'exploitation et de violences au travail. En conséquence, il arrive qu'ils soient sous-payés, payés en retard, voire non payés. Lorsque les parents n'ont pas la possibilité de travailler, ils dépendent souvent du soutien matériel et financier de proches et



57 C'est particulièrement le cas, entre autres, des mineurs non accompagnés.

58 Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans abris (FEANTSA), n.d., *ETHOS - Typologie européenne de l'exclusion liée au logement*. (Citation traduite de l'anglais)

59 Les personnes sans abri incluent ceux et celles qui vivent à la rue ou en hébergement d'urgence.

60 Les personnes sans logement incluent ceux et celles vivant en foyer d'hébergement pour personnes sans domicile, en foyer d'hébergement pour femmes ou en hébergement pour personnes immigrées (centres d'accueil, par exemple), ainsi que les personnes sortant d'institutions (comme la prison).

61 Le concept de logement précaire inclut des logements à plus long terme destinés aux personnes sans domicile ainsi que le fait de vivre chez des amis, chez de la famille, sans bail de (sous-)location, ou en étant menacé-e d'expulsion.

62 Le concept de logement inadéquat comprend le fait de vivre dans des structures provisoires ou non conventionnelles, dans un logement indigne ou dans des conditions de promiscuité sévères.

63 Exemples disponibles dans Bloch A., Sigona N. & Zetter R., 2014, *No Right to Dream: the social and economic lives of young undocumented migrants in Britain*, Paul Hamlyn Foundation.

64 Kromhout M., Reijersen van Buuren A. Kloppenburg R., van Doorn L. & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS.

d'amis pour survivre⁶⁵. Du fait de l'irrégularité de leur situation, ils ne sont éligibles dans aucun État membre de l'UE aux allocations sociales telles que le chômage ou les minima sociaux.

Il est possible que le pays dans lequel ils vivent sanctionne les propriétaires qui louent leur bien à des personnes sans papiers. De manière générale, il est aussi plus compliqué pour les personnes migrantes de trouver des locations de qualité⁶⁶ à cause de la discrimination⁶⁷. En cas de litige avec leur propriétaire, les locataires sans papiers n'auront souvent pas accès aux mécanismes de plaintes existants. Les parents ou enfants sans papiers peuvent aussi ne pas être éligibles pour accéder à des hébergements d'urgence, des foyers ou des logements sociaux⁶⁸. Pour nombre d'entre eux, la seule solution est souvent de payer des loyers trop élevés pour des logements insalubres, peu sûrs et en mauvais état⁶⁹.

Les répercussions des conditions de logement

Les conditions de logement ont des répercussions sur au moins quatre aspects de la vie et du bien-être des enfants : leur santé physique, leur santé mentale, leur éducation et leur vie sociale.

Les enfants en situation de mal logement ont de nombreux **besoins en santé**, qui varient selon les conditions dans lesquelles ils vivent. Comme l'expliquent des chercheurs⁷⁰ suédois, « *la santé des enfants est particulièrement vulnérable aux mauvaises conditions de logement ont des conséquences certaines sur la santé des*

enfants, pour plusieurs raisons. Les enfants passent non seulement plus de temps à l'intérieur, mais leur fréquence respiratoire est beaucoup plus élevée par rapport à leur poids que celle d'un adulte, et leur comportement diffère : ils passent plus de temps au sol et sont prompts à placer des objets dans leur bouche. De plus, leur système immunitaire et leur activité métabolique sont moins développés, et ils ont moins de possibilités d'agir sur leur environnement. L'environnement domestique représente donc une source majeure d'exposition à des agents chimiques, physiques et biologiques lors de la petite enfance. »

Un enfant ayant connu de multiples problèmes de logement a jusqu'à 25 % plus de risques de tomber malade ou de développer un handicap dans son enfance ou en tant que jeune adulte⁷¹. On voit, par exemple, une corrélation entre la présence d'humidité et l'apparition d'asthme, entre les moisissures et les maux de tête⁷², les moisissures et la diarrhée, les maux de tête et la fièvre⁷³. De même, un espace de vie surpeuplé augmente le risque d'une mauvaise santé respiratoire, de maladies infectieuses ou d'un retard de croissance⁷⁴. Ces problèmes de santé entraînent d'autres : perte de sommeil, restriction des activités quotidiennes ou absentéisme à l'école, lesquels auront des conséquences à long terme sur le développement de l'enfant⁷⁵.

Si les troubles de **santé mentale** ne peuvent être entièrement attribués à de mauvaises conditions de logement, on remarque cependant qu'ils sont plus fréquents chez les enfants sans abri que chez ceux qui ont un toit. Par exemple, le risque qu'un enfant

65 Voir Schockaert I., Nicaise I., 2011, *De leefomstandigheden van dak- en thuislozen en van mensen zonder wettelijke verblijfsvergunning: eerste resultaten*, HIVA; Kromhout M., Reijersen van Buuren A., Kloppenburg R., van Doorn L. & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS.

66 Ils doivent parfois louer des taudis. En 2016, par exemple, 31 % des habitants des bidonvilles (« krotwoningen ») dans la région de Flandres en Belgique étaient des ressortissants de pays tiers à l'Union européenne (afghans, serbes et marocains pour la plupart). Ils payaient alors 517 euros par mois en moyenne pour un appartement ou un studio, et 347,73 euros par mois pour une chambre avec installations communes. Source : Vlaamse Wooninspectie, 2017, *Jaarverslag 2016: Woningkwaliteit en handhaving onder één dak*.

67 Ce phénomène a été observé à de nombreuses reprises et dans de nombreux pays. Voir par exemple : Harrison M., Law I. & Phillips D., 2005, *Migrants, Minorities and Housing: Exclusion, Discrimination and Anti-discrimination in 15 Member States of the European Union*, Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes; DW, 29 janvier 2020, *Migrants face housing discrimination in Germany* [consulté le 26 mars 2020]; RTE, 15 août 2019, *Migrants face discrimination in rental housing market – Charity* [consulté le 26 mars 2020].

68 PICUM, 2014, *Logement et sans-abrisme des migrants sans papiers en Europe : Développement de stratégies et de bonnes pratiques visant à garantir l'accès au logement et à l'hébergement*.

69 Kinderrechtencommissariaat, 2016, *(N)ergens kind aan huis: Dak en thuisloosheid vanuit kindperspectief*, Dossier; MO*, 26 juin 2019, *Zonder wettig verblijf mag je van Appeltans in de gang slapen* [consulté le 13 janvier 2021].

70 Oudin A., Richter J.C., Taj T. et al., 2016, *Poor housing conditions in association with child health in a disadvantaged immigrant population: a cross-sectional study in Rosengård, Malmö, Sweden*, BMJ Open.

71 Tels que les mauvaises conditions de logement, la promiscuité, etc. Harker L., 2006, *Chance of a lifetime: The impact of bad housing on children's lives*, Shelter.

72 Oudin A., Richter J.C., Taj T. et al., 2016, *Poor housing conditions in association with child health in a disadvantaged immigrant population: a cross-sectional study in Rosengård, Malmö, Sweden*, BMJ Open. Traduit de l'anglais.

73 Wilkinson D., 1999, *Poor housing and ill health: a summary of the research evidence*, Scottish Office Central Research Unit, Edimbourg; Baker D., Taylor H. & Henderson J., 1998, *Inequality in infant morbidity: causes and consequences in England in the 1990s*, Journal of Epidemiology and Community Health, 52(7), 451-458.

74 Harker L., 2006, *Chance of a lifetime: The impact of bad housing on children's lives*, Shelter.

75 Ibid.

développe des troubles psychiques tels que l'anxiété ou la dépression est plus que triplé s'il a vécu en hébergement provisoire pendant plus d'un an⁷⁶.

De même, des mineurs non accompagnés en France ont témoigné de la fatigue et de la peur inhérentes au sans-abrisme : « *J'ai voulu aller dormir à la gare du Nord [à Paris], mais il y a des gens qui boivent de l'alcool ou qui prennent des drogues. Alors j'ai peur de rester là-bas, c'est pour cela que je dors à [la station de métro] République, près du canal.* »⁷⁷ Sur les 58 enfants migrants sans abri interrogés par Refugee Rights Europe en janvier 2018, 44,8 % ont indiqué « *ne pas se sentir en sécurité* » ou « *ne*

pas du tout se sentir en sécurité ». Deux d'entre eux ont assisté à la mort d'un autre réfugié à Paris⁷⁸.

Le logement d'un enfant a aussi des conséquences sur son **éducation** : les enfants sans abri ont des résultats scolaires plus bas qui ne peuvent être expliqués par des différences de capacités⁷⁹. Le fait de changer fréquemment de logement semble être un facteur important : l'instabilité des conditions de logement implique souvent des changements d'école ou même la déscolarisation sur de courtes périodes, ce qui porte préjudice à leurs résultats scolaires et à leur

ENCADRÉ 2 Sans abri en France

Si les titres de séjour n'existent pas pour les enfants en France⁷⁹, et qu'ils ne peuvent donc logiquement pas être sans papiers, il leur arrive tout de même de se trouver dans une situation assimilable à celle d'une personne sans papiers. C'est notamment ce qui se passe lorsque l'estimation de l'âge des enfants non accompagnés est faite au travers de méthodes de piètre qualité qui les déclarent adultes de manière arbitraire⁸⁰.

Ni l'un, ni l'autre

Si les mineurs non accompagnés⁸¹ en France doivent être pris en charge par les services d'aide sociale à l'enfance⁸², beaucoup⁸³ restent à la rue sans aucun soutien, soit parce que le département concerné dit ne plus avoir de place, soit parce que l'enfant a été déclaré comme adulte à la suite de procédures défectueuses d'estimation de l'âge.

Dans ce dernier cas, ils se trouvent alors dans un vide juridique : ils ne peuvent prétendre au logement, à l'aide et au tuteur légal auxquels ils auraient droit en tant qu'enfants, tout en étant exclus des dispositifs d'urgence pour adultes (parce que leurs papiers ont été perdus ou volés, ou parce que leurs papiers les désignent comme mineurs et que ces services, destinés uniquement aux adultes, leur refusent leur aide).

Ces enfants se retrouvent en situation de grande précarité : plus de la moitié des mineurs non accompagnés rencontrés par Médecins du Monde France vivent à la rue, sans aucun moyen de subsistance⁸⁴. Dans leurs centres à Pantin et Neuilly Plaisance (Île de France), les équipes de Médecins Sans Frontières relèvent des chiffres similaires (51 % vivent à la rue)⁸⁵. Ces enfants sont particulièrement vulnérables à la violence et l'exploitation : 20 % des enfants suivis au centre de Pantin ont subi des violences, tortures ou mauvais traitements depuis leur arrivée en France⁸⁶.

76 British Medical Association, 2003, *Housing and health: building for the future*, British Medical Association.

77 Médecins sans Frontières, 2019, *Les mineurs non accompagnés : symbole d'une politique maltraitante*.

78 Refugee Rights Europe, 2018, *Toujours dans la rue : État des lieux de la situation des réfugiés et personnes déplacées à Paris*.

79 Harker L., 2006, *Chance of a lifetime: The impact of bad housing on children's lives*, Shelter.

80 Pour plus d'information, voir le guide de PICUM publié en 2018: *Manual on regularisations for children, young people and families*.

81 Pour en savoir plus sur la qualité des procédures d'évaluation de l'âge selon les départements français, voir par exemple Bochenek M.G., 2018, *Protection des enfants migrants : la scandaleuse loterie parisienne*, Human Rights Watch; Human Rights Watch, 4 juillet 2018, *France : Des enfants migrants livrés à leur sort à Paris*; Human Rights Watch, 2019, « *Ça dépend de leur humeur* » *Le traitement des enfants migrants non accompagnés dans les Hautes-Alpes*.

82 Tout département où se trouve une personne se déclarant mineure et devant se soumettre à une procédure d'évaluation de l'âge doit lui fournir un accueil provisoire d'urgence d'au moins cinq jours. Source : République Française, Code de l'action sociale et des familles *Conditions d'évaluation de la situation des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille (articles R221-11 à R221-12)*.

83 À la fois en vertu de la législation encadrant le service d'aide sociale à l'enfance (République Française, *Code de l'action sociale et des familles : Chapitre Ier : Service de l'aide sociale à l'enfance. (Articles L221-1 à L221-9)* et conformément à la loi relative à la protection de l'enfance (République Française, *LOI n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance*).

84 Les 100 départements français sont chacun responsables des mineurs non accompagnés se trouvant sur leur territoire, ce qui rend l'obtention d'une carte détaillée et de données difficile, voire impossible.

85 Médecins du Monde, n.d., *Notre action pour les mineurs non accompagnés*.

86 Médecins sans Frontières, 2019, *Les mineurs non accompagnés : symbole d'une politique maltraitante*.

87 Ibid.

développement⁸⁸. Autre facteur important : disposer d'un peu d'intimité ou, plus simplement, de l'espace (et de la connexion Internet) nécessaire pour faire leurs devoirs (voir la section « *Revenus et statut socio-économique* »).

Enfin, à l'image de beaucoup de parents, les personnes sans papiers organisent leur **vie sociale** autour de leurs (jeunes) enfants⁸⁹. Mais le fait de vivre dans un foyer, en hébergement provisoire ou dans un logement en mauvais état a des conséquences sur leur vie sociale et sur celle de leurs enfants. Ils ne pourront peut-être pas inviter leur famille ou leurs amis pour un goûter

ou un anniversaire, parfois par honte, ou parce que la structure dans laquelle ils sont hébergés n'admet pas d'invités. Les parents peuvent aussi hésiter à sortir avec leurs enfants, de peur de subir un contrôle d'identité et de se faire arrêter et expulser.

Il a aussi été prouvé qu'il est plus difficile pour un enfant dont la famille change fréquemment de logement (qui passe par exemple d'un hébergement provisoire au domicile d'amis puis à un hôtel) de créer des amitiés durables et d'entretenir des liens sociaux⁹⁰.

31 % des enfants migrants interrogés par Refugee Rights Europe en 2018 ont déclaré avoir subi des violences policières depuis qu'ils vivent sans abri à Paris. Parmi ceux-ci, 83,3 % ont dit avoir reçu des gaz lacrymogènes, 27,8 % ont rapporté des violences verbales et 22,2 % d'autres violences physiques. 7 % des enfants interrogés ont déclaré avoir subi des violences de la part des habitants ; il s'agissait principalement de violences verbales, mais l'un d'entre eux a indiqué avoir subi des violences physiques⁹¹.

Leur santé physique et mentale en souffrent évidemment : 34 % des jeunes suivis par les psychologues du centre de Pantin souffraient de syndromes psychotraumatiques⁹² exacerbés par les conditions dans lesquelles ils vivaient. Médecins du Monde a identifié à Paris en 2019 les principales pathologies et besoins de santé de ces enfants : hépatite B, vaccinations incomplètes, problèmes dentaires avancés et troubles psychologiques (dont la dépression, l'anxiété et le syndrome de stress post-traumatique⁹³).

Enfants et lieux de vie informels

Beaucoup de personnes sans abri qui ne trouvent pas l'aide dont elles ont besoin, et parce qu'elles ont besoin d'un endroit où dormir et d'un semblant de stabilité, squattent des logements, construisent des abris de fortune temporaires ou utilisent des tentes pour se protéger des éléments et autres dangers. Ce sont des solutions de logement souvent extrêmement précaires : la police française détruit régulièrement ces campements et en expulse leurs habitants, souvent par la violence et sans leur offrir d'alternative de logement⁹⁴.

Ce sont souvent des personnes migrantes (sans papiers) qui vivent dans ces camps, dont des enfants. Sur les 1 079 expulsions ayant eu lieu entre le 1^{er} novembre 2019 et le 31 octobre 2020, 93 % des camps étaient habités totalement ou en partie par des ressortissants de pays tiers. Dans 90 % des expulsions, des mineurs étaient présents sur le lieu de vie informel⁹⁵.

88 Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA), 2007, *Child Homelessness in Europe – an Overview of Emerging Trends*; Harker L., 2006, *Chance of a lifetime: The impact of bad housing on children's lives*, Shelter.

89 Bloch A., Sigona N. & Zetter R., 2014, *No Right to Dream: the social and economic lives of young undocumented migrants in Britain*, Paul Hamlyn Foundation.

90 Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA), 2007, *Child Homelessness in Europe – an Overview of Emerging Trends*.

91 Refugee Rights Europe, 2018, *Toujours dans la rue : État des lieux de la situation des réfugiés et personnes déplacées à Paris*. Traduit de l'anglais.

92 Souvent des « troubles de l'ajustement » selon Médecins Sans Frontières. « *Le trouble de l'ajustement est une maladie mentale qui se manifeste face à une situation stressante pouvant affecter la vie active ou émotionnelle. Les symptômes les plus fréquents sont de la tristesse, des crises de pleurs, des pensées suicidaires, des troubles du sommeil, des difficultés de concentration et un comportement violent.* » Citation tirée de Médecins Sans Frontières, 2019, *Les mineurs non-accompagnés : symbole d'une politique maltraitante*, p.24.

93 Médecins du Monde, 2020, *Programme Mineurs Non Accompagnés (MNA) Paris*.

94 Project Play, n.d., *Les expulsions : des pratiques qui bafouent les droits des enfants à la frontière franco-britannique*.

95 Médecins du Monde, 2020, *Observatoire des expulsions de lieux de vie informels 2020: Note d'analyse détaillée*.

Accès aux services

Si les droits de l'enfant sont théoriquement applicables à tous les mineurs indépendamment de leur statut migratoire, il est plus difficile pour les enfants sans papiers d'accéder aux services sociaux auxquels ils ont légalement droit dans l'Union européenne. Ceux-ci incluent l'accès à l'éducation, l'accès aux soins et la protection en tant que victimes de la criminalité.

Ce document n'a pas pour but de recenser tous les obstacles pratiques et juridiques restreignant l'accès à ces services, mais il est important de souligner quelques points clés.

L'école est obligatoire pendant au moins neuf ans dans tous les États membres de l'UE⁹⁶. Dans beaucoup de pays, la législation et les mesures concernant l'**obligation scolaire** font mention de « chaque enfant⁹⁷ », ce qui devrait donc inclure les enfants sans papiers. Selon les pays, l'inclusion implicite plutôt qu'explicite des enfants sans papiers peut engendrer des limitations du système éducatif. Des enfants sans papiers ne pourront peut-être pas s'inscrire s'il est obligatoire d'avoir une pièce d'identité⁹⁸. De même, cela peut les empêcher de passer des examens officiels, d'obtenir des certificats d'études ou d'entreprendre une formation professionnelle. À cause de leur statut migratoire, ils ne pourront peut-être pas non plus recevoir d'aides financières liées au système éducatif, pourtant destinées à combler le fossé socio-économique.

La majorité des États membres de l'UE ne mentionne pas expressément les enfants sans papiers en matière

d'éducation et de protection (gratuite) de la petite enfance⁹⁹ (la période précédant l'école primaire), bien que l'importance cruciale de celle-ci dans la réduction des inégalités socio-économiques soit reconnue¹⁰⁰. En 2010, des communes italiennes se sont assurées que les enfants sans papiers puissent y avoir accès en annonçant publiquement qu'ils étaient en droit d'aller à l'école maternelle¹⁰¹.

Les lois nationales encadrant l'**accès aux soins** pour les enfants sans papiers varient énormément selon les pays¹⁰². Dans la majorité des États membres, les enfants sans papiers ont le même accès aux soins que les adultes sans papier, sans protection supplémentaire due à leur statut d'enfants¹⁰³. Si aucun pays européen ne peut théoriquement refuser les soins d'urgence¹⁰⁴, les personnes migrantes en situation irrégulière devront souvent payer une faible contrepartie¹⁰⁵. De même, elles se voient souvent refuser des soins plus avancés s'ils ne peuvent en payer la totalité. C'est pourquoi les personnes sans papiers renoncent souvent aux soins d'urgence, car elles ne peuvent pas se le permettre¹⁰⁶.

De plus, dans certains pays, l'accès aux soins pour les enfants dépend de leur caractère « urgent » ou « essentiel ». Or, si ces termes sont mal définis, ou s'ils sont appliqués par des personnes autres que des professionnels de santé, l'accès à ces soins pourra relever du bon vouloir des autorités locales plutôt que d'une obligation juridique¹⁰⁷.



96 Certains États membres de l'UE vont plus loin et imposent un minimum de 12 ans de scolarité obligatoire. Voir : Commission européenne, 2019, [Compulsory Education in Europe](#).

97 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2011, [Les droits fondamentaux des migrants en situation irrégulière dans l'Union européenne](#).

98 Ibid.

99 L'éducation et la protection de la petite enfance comprend deux volets : (i) les services de protection (garde d'enfant) permettent aux parents de travailler tout en garantissant la sécurité et la garde de l'enfant, tandis que (ii) l'éducation de la petite enfance permet d'accompagner le développement de l'enfant et de le préparer à l'enseignement élémentaire.

100 van Belle J., 2016, [Early Childhood Education and Care \(ECEC\) and its long-term effects on educational and labour market outcomes](#), EPIC policy brief; PICUM, 2013, [Access to early childhood education and care for undocumented children in Europe](#). Pour un compte-rendu à jour des différents systèmes de protection et d'éducation de la petite enfance en Europe, voir la Commission européenne, 2019, [Key Data on Early Childhood 2019 Edition](#), rapport Eurydice. Ne mentionne pas les enfants sans papiers.

101 La Repubblica, 12 mars 2010, [Maternecomunali per baby clandestini](#) [consulté le 18 janvier 2021]; La Stampa, Padoin, 1 avril 2010, [Padoin: "Si ai figli dei clandestini al nido, lo dice la legge"](#) [consulté le 18 janvier 2021]; et Elvio Pasca, 8 avril 2010, [Bologna. Asili nido vietati ai clandestini](#); voir PICUM, 2018 [2015], [Protecting undocumented children: Promising policies and practices from governments](#).

102 Médecins du Monde, 2017, [Access to healthcare in 16 European countries](#), 2017 Legal Report

103 PICUM, 2018[2015], [Protecting undocumented children: Promising policies and practices from governments](#); Spencer S., Hughes V., 2015, [Outside and In: Legal entitlement to health care and education for migrants with irregular status in Europe](#), COMPAS, Université d'Oxford.

104 Spencer S., Hughes V., 2015, [Outside and In: Legal entitlement to health care and education for migrants with irregular status in Europe](#), COMPAS, Université d'Oxford.

105 À Chypre par exemple. Échange écrit avec KISA, membre de PICUM (8 janvier 2021).

106 Voir par exemple : Bloch A., Sigona N. & Zetter R., 2014, ['No right to dream' The social and economic lives of young undocumented migrants in Britain](#), Paul Hamlyn Foundation.

107 Voir par exemple le Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé belge, 2015, [What health care for undocumented migrants in Belgium?](#)

Cela signifie que les enfants sans papiers peuvent souffrir, entre autres, d'un manque de soins réguliers ou d'accès à des soins spécialisés, au détriment de leur santé mentale et physique. L'accès à une prise en charge psychologique gratuite ou abordable est, de surcroît, souvent impossible ou difficile. Pourtant, les épreuves quotidiennes auxquelles font face les enfants sans papiers et leurs parents ont des répercussions sur leur santé mentale.

Certains pays, en revanche, permettent légalement aux enfants sans papiers de recevoir les mêmes soins qu'un enfant qui détient la citoyenneté du pays. C'est par exemple le cas de Chypre, de l'Espagne, de l'Estonie, de la France, de l'Italie et de la Suède¹⁰⁸. Toutefois, il existe souvent des obstacles pratiques, financiers ou autres.

Les enfants en situation irrégulière et leurs parents courent de nombreux **risques de violence** de la part de différents acteurs, que ce soit lors de leur parcours migratoire ou dans les milieux où ils vivent. Ne pas avoir de papiers ou être dépendant de quelqu'un augmente les risques d'être victime de violence. De plus, les victimes auront tendance à ne pas demander d'aide ou à ne pas dénoncer les abus par peur des répercussions en matière d'immigration. Du fait de leur statut migratoire et, souvent, de leur isolation sociale, les personnes et enfants sans papiers sont des « cibles faciles » pour l'exploitation et la violence.

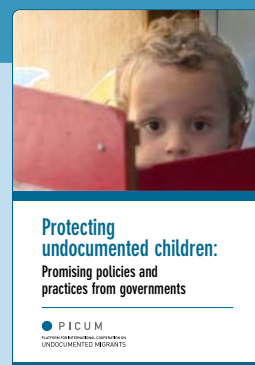
Alors qu'ils devraient être mis à l'abri de toute violence, plusieurs facteurs tels que la stigmatisation sociale en tant que victime, leur statut migratoire ou leur manque de connaissance des procédures existantes les empêchent souvent de demander de l'aide ou une protection. Et bien que plusieurs pays accordent des titres de séjour aux victimes de violence conjugale, de traite ou d'exploitation au travail, la plupart des approches choisies par les États ne sont pas orientées sur la protection¹⁰⁹.

En outre, les enfants et familles en situation irrégulière **hésiteront souvent à solliciter** les fournisseurs de services, tels que les professionnels de santé ou la police locale, de crainte d'être repérés par les services d'immigration s'ils demandent de l'aide¹¹⁰. De telles pratiques sont interdites par le règlement général européen sur la protection des données¹¹¹. Des « pare-feux » devraient être mis en place afin de séparer les services fournis des mesures de contrôle de l'immigration¹¹².

Une étude¹¹³ réalisée aux États-Unis auprès de familles dont les membres ont des statuts migratoires différents a montré que des parents sans papiers solliciteront moins facilement des services sociaux pour leurs enfants (citoyens), de peur que leur statut migratoire ne soit découvert. À l'inverse, les enfants avaient plus de chance d'obtenir le soutien des services sociaux (dans l'étude, il s'agissait d'un programme nutritionnel) après l'obtention du statut DACA (action différée pour les arrivées d'enfance) par leur mère sans papiers, un dispositif américain de régularisation¹¹⁴.

ENCADRÉ 3 Mesures et pratiques prometteuses

Partout en Europe, des gouvernements choisissent de protéger les droits des enfants sans papiers en mettant en place un cadre législatif, des mesures et des pratiques destinés à servir les intérêts de ces enfants. *Protecting undocumented children: Promising policies and practices from governments*, notre rapport de 2015 mis à jour en 2018, compile et regroupe plusieurs de ces mesures par catégorie (éducation, soins de santé, protection de la violence, alternatives à la détention) et les met en parallèle avec les politiques européennes concernées.



108 PICUM, 2018 [2015], *Protecting undocumented children: Promising policies and practices from governments*.

109 On notera que la Grèce, l'Italie et l'Espagne font exception, avec des lois englobant plus de crimes. Pour un aperçu des titres de séjours accordés aux victimes de la criminalité en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en France, en Grèce, en Italie, aux Pays-Bas, en Pologne, au Royaume-Uni et en Suisse, voir PICUM, 2020, *Une justice incertaine ? Des titres de séjour pour les victimes de la criminalité en Europe*.

110 À Chypre, par exemple, des familles et des enfants se sont vus menacés d'arrestation et d'expulsion après avoir sollicité la protection de la police ou accédé à des soins de santé, et ce alors qu'ils avaient légalement le droit de demander cette aide. Kossiva A., 2017, *National Report on Hate Crime Monitoring*, KISA – Action for Equality, Support, Antiracism.

111 PICUM, 2020, *Protection des données et « pare-feu » : faire progresser le droit à la santé pour les personnes en situation irrégulière*.

112 PICUM, 2020, *Créer des espaces sécurisés, résoudre les inégalités sanitaires*; PICUM, n.d., *Pourquoi un pare-feu?*

113 Vargas E.D., Pirog M.A., 2016, *Mixed-Status Families and Wic Uptake: The effects of risk of deportation on program use*, Social Science Quarterly, 97(3), 555-572.

114 Venkataramani M., Pollack C.E., DeCamp L.R. et al, 2018, *Association of Maternal Eligibility for the Deferred Action for Childhood Arrivals Program With Citizen Children's Participation in the Women, Infants, and Children Program*, JAMA Pediatrics, 172 (7), 699-701; Rosenquist R., 2018, *The 'Warming Effect' of DACA on American Children*.

Revenus et statut socio-économique

Les enfants en migration risquent particulièrement de souffrir de la pauvreté et de l'exclusion sociale¹¹⁵. Cela est d'autant plus vrai lorsque leur statut migratoire ou celui de leurs parents les empêche d'accéder au marché du travail, ou lorsqu'ils n'ont pas de papiers¹¹⁶. Toutefois, peu de données ont été récoltées sur les **revenus** des foyers sans papiers et sur le risque ou le niveau de pauvreté auxquels ils sont confrontés. Une étude belge réalisée en 2011 auprès de 170 personnes sans papiers a montré que la moitié avait des revenus inférieurs à 145 euros par mois, et que seulement 20,2 % des participant·e·s avaient gagné une partie de leur argent via un emploi (non déclaré). La plupart de leurs revenus provenaient du soutien financier d'amis ou de membres de la famille¹¹⁷.

Une autre étude réalisée auprès de familles sans papiers aux Pays-Bas a montré qu'un tiers d'entre elles étaient entièrement dépendantes d'associations caritatives¹¹⁸. Un statut irrégulier bloque l'accès des parents sans papiers partout en Europe aux aides sociales telles que le chômage ou les minima sociaux.

Les personnes migrantes sans papiers qui ont un emploi subissent des exploitations systémiques sur leur lieu de travail. De plus, l'irrégularité de leur situation les empêche souvent de signaler aux inspecteurs du travail les violences ou l'exploitation dont elles peuvent être victimes, par crainte de perdre leur emploi et de voir leurs données personnelles transmises aux autorités migratoires. Les 21 travailleuses et travailleurs migrants

retrouvés à travailler pour deux euros de l'heure dans un entrepôt de vêtements d'occasion en Espagne en 2020 en sont un exemple criant¹¹⁹. Un travail de 40 heures hebdomadaires (le maximum légal en Espagne) reviendrait à 230 euros par mois, un montant bien en deçà du salaire mensuel minimum (fixé à 950 euros¹²⁰) et du revenu minimum vital nouvellement mis en place, fixé à 700 euros par famille en situation de vulnérabilité¹²¹.

Les ressources financières sont un déterminant social clé en matière de santé. Elles sont inextricablement liées au bien-être des enfants et à leurs perspectives d'avenir : elles déterminent les types de logements et le milieu dans lesquels ils vivent, la nourriture à leur disposition et leur sentiment de sécurité. Ainsi, lors d'une enquête réalisée auprès de mineurs sans papiers aux Pays-Bas, les enfants ont déclaré avoir une alimentation peu



115 Des chiffres EUROSTAT de 2019 confirment que les migrants sont plus à risque de se trouver en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale (39 %) que des citoyens européens (19,5 %). Voir : Commission européenne, 2020, *Plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion pour la période 2021-2027*.

116 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2019, *Protecting migrant workers from exploitation in the EU: workers' perspectives*.

117 Schockaert I., Nicaise I., 2011, *De leefomstandigheden van dak- en thuislozen en van mensen zonder wettelijke verblijfsvergunning: eerste resultaten*, HIVA.

118 Kromhout M., Reijersen van Buuren A., Kloppenburg R., van Doorn L. & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS.

119 BBC, 12 décembre 2020, *Spanish police rescue 21 'exploited' migrant workers from warehouse* [consulté le 18 janvier 2021].

120 EuroWeeklyNews, 4 février 2020, *Minimum wage in Spain is officially increased to €950 per month* [consulté le 29 décembre 2020].

121 Adopté en mai 2020. Le revenu minimum vital est accessible aux familles migrantes résidant en Espagne depuis plus d'un an, indépendamment de leur statut migratoire, s'ils ont été victimes de violence ou de traite. Voir Euronews, 19 mai 2020, *Spain Minimum Income: Socialist government backs benefit for 850,000 vulnerable families* [consulté le 18 janvier 2021].

variée et ne manger des fruits que rarement. De même, il leur était difficile d'avoir des chaussures correctes, des vêtements, des fournitures scolaires, des jouets, un vélo, du shampoing et du gel douche, ou Internet à la maison¹²².

Les conséquences de la pauvreté sur la **santé** mentale des enfants ont été démontrées à de nombreuses reprises¹²³; par exemple, elles peuvent résulter de difficultés rencontrées par leurs parents (voir le chapitre sur la « *Vie de famille et liens affectifs forts* »). C'est une préoccupation majeure pour les mineurs sans papiers. Ils font face à un stress chronique ou toxique¹²⁴ lié au fait de grandir dans un environnement pauvre, marqué par les dettes, l'isolation sociale et l'incertitude quant à leur avenir¹²⁵. En outre, une étude de 2019 a montré qu'une participation parentale limitée aura de grandes chances d'entraîner un manque d'estime de soi chez l'enfant, notamment à cause de la pauvreté du capital social qu'ils peuvent leur offrir. Ce manque d'estime de

soi devient ensuite un facteur de risque d'apparition de troubles mentaux chez l'enfant, ou de pauvres résultats scolaires. Grandir dans la pauvreté, en particulier dès la petite enfance, aura probablement des conséquences à long terme sur la vie d'un enfant¹²⁶.

Le stress toxique dont souffrent ces enfants peut entraîner des risques importants de maladies cardiovasculaires, de cancers, d'asthme et de dépressions à l'âge adulte¹²⁷. Les préoccupations incessantes que causent les problèmes financiers¹²⁸ peuvent engendrer une baisse de la fonction cognitive équivalente à une perte de 13 points de QI (l'équivalent de la perte d'une nuit de sommeil¹²⁹). Une étude de 2017 a démontré que le fait de grandir dans la pauvreté, ou d'en faire l'expérience à l'âge adulte, influence la prise de décisions. Les personnes qui vivent dans la pauvreté auront tendance à penser et agir à court terme afin de résoudre leurs problèmes les plus pressants, parfois au détriment d'autres objectifs à plus long terme¹³⁰.

122 Kromhout M., Reijersen van Buuren A., Kloppenburg R., van Doorn L. & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS.

123 Vostanis P., 17 juillet 2015, *Greek austerity may be an economic table but children are the human cost*, The Conversation [consulté le 18 janvier 2021].

124 La notion de « stress chronique » vient du milieu médical et indique un « *stress constant ressenti sur une période prolongée, qui peut contribuer à l'apparition de problèmes cardiaques et vasculaires à long terme.* » Le concept de « stress toxique » vient de la recherche sur les expériences traumatiques de l'enfance (Adverse Childhood Experiences). Il « *altère le développement du cerveau et entraîne des troubles mentaux et physiques. Les hormones du stress, comme le cortisol et l'adrénaline, neutralisent certaines parties du cerveau afin de le défendre du caractère incontrôlable de certaines émotions ressenties face à la peur. Le stress toxique diffère du stress ordinaire en ce qu'il est persistant et généralisé. L'enfant n'exerce aucun contrôle sur la situation dans laquelle il se trouve, elle est permanente, et il n'y a rien qu'il puisse faire pour la corriger.* » Source : Cunne D., 13 mars 2018, *Toxic stress vs chronic stress – what is the difference?*, Our Time's views. Pour plus d'informations sur la recherche ACE (Adverse Childhood Experiences), voir <https://www.cdc.gov/violenceprevention/aces/>.

125 Plusieurs études ont corroboré le fait que la monoparentalité, les faibles revenus, l'appartenance à une minorité ethnique, le manque d'éducation ainsi que le fait d'être né d'une mère adolescente, ou d'être mère adolescente soi-même, sont tous considérés comme des facteurs de risque socio-économique. (entre autres : Cyr C., Euser E.M., Bakermans-Kranenburg M.J. & Van IJzendoorn M.H., 2010, *Attachment security and disorganization in maltreating and high-risk families: A series of meta analyses*, Development and Psychopathology, 22, 87-108).

126 Duncan G., Magnuson K., 2011, *The long reach of early childhood poverty*, Pathways Winter 211; Ratcliffe C., McKernan S.M., 2012, *Child poverty and its lasting consequence*, Low Income Working Families Paper 21, The Urban Institute; Doi S., Fujiwara T., Isumi A. & Ochi M., 2019, *Pathway of the Association Between Child Poverty and Low Self-Esteem: Results from a Population-Based Study of Adolescents in Japan*, Frontiers in Psychology, 17 (17) 6277. Voir aussi les sites web d'associations spécialisées, telles que *The Children's Society* ou *Child Poverty Action Group* (toutes deux britanniques).

127 Johnson S., Riley A., Granger D. & Riis J., 2013, *The Science of Early Life Toxic Stress for Pediatric Practice and Advocacy*, Pediatrics, 131 (2) 319-327.

128 De manière plus spécifique, cette étude a été réalisée auprès de personnes connaissant des problèmes financiers, laissant de côté d'autres formes de pauvreté comme l'absence de connexions sociales ou la nutrition.

129 Kelly-Princeton M., 30 août 2013, *Poverty does bad things to your brain*, Futurity [consulté le 18 janvier 2021]; Mani A., Mullainathan S., Shafrin E. & Zhao J., 2013, *Poverty Impedes Cognitive Function*, Science 341, 976-980.

130 Sheehy-Skeffington J., Rea J., 2017, *How Poverty affects People's decision-making processes*, Joseph Rowntree Foundation.

ENCADRÉ 4 Accès aux denrées alimentaires pendant la pandémie de COVID-19 en Espagne

La crise liée au COVID-19 a décuplé l'insécurité alimentaire dont souffrent les familles sans papiers. Avec le confinement et l'impossibilité de sortir de chez elles, beaucoup ont perdu des sources de revenus liées au marché informel. Au seul mois de mars 2020, le revenu des travailleur.ses informel.les dans le monde a connu une baisse 60 %, selon une estimation de l'Organisation internationale du travail. Beaucoup ont perdu toute source de revenus et ne pouvaient plus subvenir à leurs besoins¹³¹. Dans ce contexte, les banques alimentaires représentent un filet de sécurité essentiel à la lutte contre l'insécurité alimentaire. Pour les enfants sans papiers, elles constituent la garantie d'une alimentation correcte.

Au printemps 2020, durant le premier confinement, l'Espagne a vu un renforcement des contrôles de police dans les espaces publics et a imposé des amendes et des sanctions en cas de non-respect des mesures de confinement. Rights International Spain et Afrodescendientes ont recueilli les témoignages de personnes sans papiers résidant sur le territoire. Ces dernières ont confié avoir été menacées d'arrestation par la police, qui leur a ordonné de ne quitter leur logement sous aucun prétexte¹³². Autre exemple : une personne sans papiers originaire de Conakry, en Guinée, a été arrêtée par la police alors qu'elle se rendait à une distribution alimentaire organisée par une association madrilène locale¹³³. Par conséquent, les personnes en situation irrégulière évitaient les espaces publics et hésitaient à solliciter les banques alimentaires, qui fonctionnaient souvent sur le principe de la collecte¹³⁴.

En réponse à cette situation, de nombreuses initiatives citoyennes menées par des bénévoles se sont mises en place partout en Espagne. Quelques jours seulement après la déclaration de l'état d'urgence, le Sindicato Popular de Vendedores Ambulantes¹³⁵ (Syndicat des vendeurs de rue) et Compra Antirracista¹³⁶ ont commencé à rassembler des donations et à distribuer des denrées alimentaires dans la ville de Barcelone et sa périphérie, au profit de familles sans papiers confinées dans leur logement.

Le Syndicat des vendeurs de rue a été pensé comme un réseau d'auto-support entre vendeurs de rues sans papiers et régularisés. En mars 2020, le syndicat a lancé un appel aux dons et a commencé à distribuer des colis alimentaires directement au domicile des familles sans papiers¹³⁷. En l'absence de services publics adaptés aux personnes sans papiers, il est parvenu à soutenir plus de 300 familles en distribuant des denrées alimentaires au porte-à-porte dans les villes de Barcelone, Sabadell, Terrassa et Badalone¹³⁸. Au même moment, le projet Compra Antirracista délivrait des colis alimentaires à 3 000 personnes sans papiers à travers le pays dont 20 % d'enfants et 10 % de mineurs non accompagnés qui venaient d'avoir 18 ans¹³⁹.

131 Organisation internationale du travail, 2020, *OIT : Alors que les pertes d'emploi s'intensifient, près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale risque de perdre ses moyens de subsistance*.

132 Rights International Spain, Afrodescendientes, 2020, *Crisis Sanitaria COVID-19: Racismo y xenophobia durante el estado de alarma en España*.

133 Ibid, p. 10.

134 La Vanguardia, 17 mars 2020, *El (aún más) duro confinamiento de las personas sin papeles* [consulté le 14 décembre 2020].

135 Sindicato Popular de Vendedores Ambulantes de Barcelona.

136 Compra Antirracista.

137 Xarxanet, 24 mars 2020, *El Banc d'Aliments Manter reparteix 'kits' de supervivència* [consulté le 14 décembre 2020]; Twitter – Sindicato Mantero BCN, 18 mars 2020, disponible [ici](#) [consulté le 14 décembre 2020].

138 The World, 8 avril 2020, *Spain's street vendors deliver food, medical supplies amid coronavirus crisis* [consulté le 14 décembre 2020]; Twitter – Sindicato Mantero BCN, 1er avril 2020, disponible [ici](#) [consulté le 14 décembre 2020]; Tot Barcelona, 26 mars 2020, *Menjar a domicili i solidari del sindicat de manters per a persones necessitades* [consulté le 14 décembre 2020].

139 Chiffres recueillis lors d'un entretien avec la fondatrice du projet de distribution alimentaire Safia Elaaddam par PICUM, le 12 décembre 2020. Confirmation écrite reçue le 15 décembre 2020.

Procédures d'obtention d'un titre de séjour et application des lois migratoires (dont la détention)

Le statut migratoire d'un enfant ou d'une famille a des conséquences sur le choix de services auxquels ils auront accès et sur leurs futurs choix de vie. L'absence d'un statut stable signifie qu'ils auront plus souvent affaire aux services d'immigration. Les procédures et les outils d'application des politiques migratoires, comme la détention, font partie de leur vie, voire de leurs craintes. Les enfants, les familles et les jeunes personnes en particulier ont souvent affaire aux autorités chargées de l'immigration. C'est pourquoi il est important d'analyser en quoi ces interactions les affectent.

Des procédures longues, complexes et parfois traumatiques

Les mineurs non accompagnés sont très souvent confrontés aux autorités d'immigration. Ils sont interrogés dans le cadre des procédures de demande d'un titre de séjour, accompagnés d'un avocat et de leur tuteur légal. Ils doivent être tenus immédiatement informés des étapes à suivre et de toute décision relative à la procédure en cours. La multitude de guides nationaux existants sur la manière de conduire un entretien, de protéger les mineurs non accompagnés et d'interagir avec eux reflète la fréquence à laquelle ceux-ci sont amenés à être en contact avec les autorités d'immigration (et souligne leur vulnérabilité)¹⁴⁰.

Il ne faut cependant pas non plus sous-estimer le degré d'exposition aux autorités des enfants vivant avec leur famille. Si les parents ne parlent pas la langue du pays, ce sont souvent leurs enfants en âge d'aller à l'école qui se retrouvent chargés de traduire des lettres pour leurs parents, ou de les accompagner aux entretiens avec les autorités d'immigration, chez l'avocat de la famille, auprès des services sociaux ou de santé, etc. De tels scénarios sont très fréquents, notamment lorsque la famille n'est pas accompagnée par un assistant social de confiance, ou lorsqu'il n'y a pas d'interprète disponible.

Jouer le rôle de guide ou d'interprète peut donner à l'enfant le sentiment de son rôle important dans la survie de la famille, mais c'est aussi le confronter à des risques. Il peut être amené à écouter le récit du parcours traumatique de ses parents, les voir en situation de détresse, et/ou être le messager de nouvelles très difficiles, comme une réponse négative à une demande d'asile ou de titre de séjour, ou encore une obligation de quitter le territoire.

Cette situation peut aussi engendrer un renversement des rôles au sein de la famille : les enfants endossent une responsabilité qui devrait être celle de leurs parents. La notion d'inversion des rôles n'est pas propre aux familles



sans papiers, ou même aux familles migrantes : elle est

140 Voir par exemple le Bureau européen d'appui en matière d'asile, 2014, *Guide pratique de l'EASO : l'entretien individuel*; Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux, 2007, *Vade-mecum pour les tuteurs des mineurs étrangers non accompagnés* (Belgique); Bureau de l'Intérieur britannique - Département de l'Éducation, 2017, *Safeguarding Strategy: Unaccompanied asylum seeking and refugee children* (GB).

observée partout dans le monde¹⁴¹. Trop en demander à un enfant peut avoir des effets néfastes (voir le chapitre « *Vie de famille et liens affectifs forts* »).

Les procédures migratoires elles-mêmes peuvent être vécues comme une expérience traumatique. Le fait de revivre des épisodes traumatiques passés, notamment en les racontant, peut engendrer de nouveaux traumatismes¹⁴². Une personne sans papier n'aura souvent pas le choix : elle devra raconter son histoire afin de pouvoir régulariser son statut migratoire. C'est notamment le cas lors d'une demande d'asile, d'une procédure de régularisation pour raison médicale ou humanitaire, ou dans les procédures pour les victimes de traite ou de la criminalité, ainsi que lors des éventuelles procédures d'appel qui suivront. S'il est évident qu'une décision en matière de demande de titre de séjour doit être étayée par des faits et que les personnes doivent être entendues, il est aussi important de savoir comment atténuer les effets néfastes sur leur santé mentale.

Les procédures de demande de titre de séjour représentent un parcours éprouvant. Voici le témoignage de Nishta, une jeune femme sans papiers : « *Quelqu'un*

*quelque part prend une décision sur ma vie en ce moment. Et ça me terrifie de savoir que la décision pourrait être négative*¹⁴³. » Ce sont des périodes de stress, d'espoirs et d'attentes. Mais c'est aussi une période d'entre-deux : impossible de faire des projets, d'imaginer l'avenir ou de le construire. Plus cette période d'entre-deux instable dure, plus lourde elle est à supporter pour les enfants et les adultes.

Les conséquences mentales immédiates d'une réponse négative ne sont pas négligeables. Une étude réalisée auprès de 16 095 personnes migrantes réfugiées, demandeuses d'asile, sans papiers et de mineurs non accompagnés, qui avaient effectué un bilan de santé au COMEDE¹⁴⁴ (association française) entre 2007 et 2016 a montré que la santé mentale des patients se détériorait brusquement au moment du refus de leur demande de régularisation. D'après les données récoltées, les troubles les plus fréquents dont souffrent les personnes migrantes sans papiers sont des syndromes psychotraumatiques, la dépression, des troubles de la concentration, de l'attention et/ou de la mémoire, et des idées suicidaires¹⁴⁵.

141 Par exemple : Oznobishin O. & Kurman J., 2018, *Parenting Immigrant Parents: Role Reversal, Language Brokering, and Psychological Adjustments Among Immigrant Adolescents in Israel*, in: Chuang S., Costigan C. (eds), 2018, *Parental Roles and Relationships in Immigrant Families*. Advances in Immigrant Family Research, Springer; Oznobishin O. et Kurman J., n.d., *Intergenerational Relations in Immigrant Families: Role Reversal, Individuation, and Parenting Representations*.

142 van der Kolk B., 2014, *The Body Keeps the Score. Mind, Brain and Body in the Transformation of Trauma*, Penguin Books (traduction d'Aline Weil). « *Lorsque des gens sont confrontés à une chose qui leur rappelle un traumatisme, leur hémisphère droit réagit comme si l'évènement avait lieu dans le présent. Mais comme leur hémisphère gauche ne fonctionne pas très bien [submergé par les émotions], ils peuvent n'être pas conscients de revivre le passé : ils sont juste furieux, terrifiés, honteux ou bloqués. Une fois l'orage émotionnel dissipé, ils peuvent chercher à l'attribuer à quelqu'un ou à quelque chose.* » (p.70 ; traduit de l'anglais).

143 PICUM, 2016, *Écoutez-nous : Les enfants et les jeunes sans papiers racontent leurs histoires*.

144 COMEDE, n.d. *Présentation*.

145 Veisse A., Wolmark L., Revault P., Giacomelli M., Bamberger M. & Zlatanova Z., 2017, *Violence, vulnérabilité sociale et troubles psychiques chez les migrants/exilés*, Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire, 19-20, 405-14.

ENCADRÉ 5 Les enfants atteints du syndrome de résignation en Suède

Les enfants dont la demande de permis de séjour est refusée peuvent réagir de façon extrême, comme le montre le « syndrome de résignation » ou *uppgivenhetssyndrom* en suédois. Observée pour la première fois dans les années 1990 en Suède, cette pathologie serait une réaction de stress extrême et potentiellement mortelle à deux traumatismes : le harcèlement dans le pays d'origine de l'enfant et l'effroi, après s'être acclimaté à la société suédoise, de devoir y retourner à la suite d'un refus de permis de séjour.

Les enfants atteints du syndrome de résignation n'ont aucun trouble physique ou neurologique sous-jacent. Pourtant, ils se coupent du monde jusqu'à devenir complètement apathiques, parfois pendant des années. Totalement passifs et immobiles, sans tonus musculaire, ils ne parlent pas, ne sont capables ni de manger ni de boire, présentent de l'incontinence et ne réagissent ni aux stimuli physiques ni à la douleur. Ils sont maintenus en vie et nourris par perfusion¹⁴⁶. « *Le coma dans lequel ils sont plongés est une forme de protection* », a déclaré un médecin au journal *The New Yorker*¹⁴⁷.

Le seul remède au syndrome de résignation serait l'obtention d'un statut migratoire stable : dans un manuel publié en 2013, la Direction nationale suédoise de la santé et des affaires sociales indique qu'un patient ne guérira que si sa famille obtient le droit de vivre en Suède¹⁴⁸.

En 2005, plus de 400 cas de syndrome de résignation ont été recensés, pour la plupart des enfants âgés de 8 à 15 ans¹⁴⁹. En 2014, le gouvernement a mis en place un code de diagnostic propre à cette pathologie, créant ainsi plus de transparence. Entre 2014 et 2016, presque 300 enfants atteints du syndrome de résignation ont été pris en charge, selon la Direction nationale suédoise de la santé et des affaires sociales¹⁵⁰.

Bien qu'il semble y avoir une concentration de cas en Suède, d'autres ont été observés ailleurs, notamment récemment dans le centre de détention australien de Nauru¹⁵¹.

Conséquences de la détention des personnes migrantes

La détention des personnes migrantes est un instrument de gestion des migrations avec des conséquences néfastes pour les adultes et les enfants qu'elle touche¹⁵². Une étude portant sur des enfants ayant déjà été placés en détention au Royaume-Uni a notamment rapporté des symptômes de dépression et d'anxiété, des troubles

du sommeil, des somatisations, des pertes de l'appétit et des symptômes émotionnels et comportementaux, tous apparemment survenus à la suite de la détention¹⁵³. Ces résultats ne sont pas surprenants : une revue systématique de 26 études portant sur les conséquences de la détention sur la santé mentale des personnes migrantes a indiqué que les adultes, les adolescents et les enfants détenus souffraient de problèmes de santé

146 Bodegard G., 2007, *Pervasive loss of function in asylum-seeking children in Sweden*; Joelsson L., Dohlin K., 2005, *The asylum seeking process a breeding ground for apathy among certain children. A negative answer concerning the residence permit is often a triggering factor*, *Lakartidningen*, vol. 102, n° 48, p. 3646-3650; Bodegard G., 2004, *Case reports of devitalization because of depression. Refugee children seeking asylum develop life-threatening losses of function*, *Lakartidningen*, 101(19), p. 1696-1699.

147 The New Yorker, 27 mars 2017, *The Trauma of Facing Deportation* [consulté le 29 décembre 2020].

148 Mentionné par The New Yorker, 27 mars 2017, *The Trauma of Facing Deportation* [consulté le 29 décembre 2020].

149 The New Yorker, 27 mars 2017, *The Trauma of Facing Deportation* [consulté le 29 décembre 2020].

150 Socialstyrelsen, s. d., *Uppgivenhetssyndrom bland asylsökande barn*.

151 The Economist, 24 octobre 2018, *What is resignation syndrome?* [consulté le 29 décembre 2020].

152 Jesuit Refugee Service Europe, 2010, *Becoming vulnerable in detention*, projet DEVAS; PICUM, bientôt disponible, *Prévenir et résoudre les vulnérabilités dans les politiques d'application des lois migratoires*.

153 Lorek A., Ehntholt K., Nesbitt A., Wey E., Githinji C., Rossor E. & Wickramasinghe R., 2009, *The mental and physical health difficulties of children held within a British immigration detention centre: A pilot study*, *Child Abuse & Neglect*, 33 (9), 573-585; Australian Human Rights Commission, 2014, *The Forgotten Children: National Inquiry into Children in Immigration Detention*.

mentale plus importants que leurs pairs non détenus, l'anxiété, la dépression et le syndrome de stress posttraumatique étant les plus signalés à la fois pendant et après la détention. Plus celle-ci était longue, plus ils souffraient¹⁵⁴.

Dans de nombreux pays européens, l'accès insuffisant des enfants détenus à l'éducation formelle, à des soins pédiatriques, à des dispositifs de soutien et à des services de santé adaptés s'ajoute à la détresse liée à la détention. Leur vie de famille et le temps de jeu, indispensables à leur développement, sont également restreints¹⁵⁵.

Les dommages causés par la détention sont principalement liés à la réduction de la capacité d'agir subie par les enfants et leurs parents. La détention revient, dans sa forme la plus simple, à priver une personne de sa mobilité et de sa liberté en la retenant de force dans un endroit, en l'occurrence un centre de détention, une zone d'attente ou un poste de police. Cette expérience est très probablement traumatisante en soi, car « être capable de bouger ou d'agir dans une situation potentiellement traumatique, dans le but de se protéger, est un facteur crucial pour déterminer si cette expérience horrible laissera des traces durables »¹⁵⁶. L'immobilisation est la source de nombreux traumatismes et constitue l'essence même de la détention des personnes migrantes.

C'est pourquoi le Comité des droits de l'enfant et le Comité des Nations unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, ainsi que d'autres experts¹⁵⁷, ont affirmé de manière répétée que la détention d'un enfant au motif du

statut migratoire de ses parents constitue une violation des droits de l'enfant, et est contraire au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, et que les enfants ne devraient jamais être détenus pour des raisons liées au statut migratoire de leurs parents¹⁵⁸.

ENCADRÉ 6 La détention des enfants en Europe

Selon les estimations, plus de 100 000 personnes migrantes sont placées en détention chaque année dans l'Union européenne¹⁵⁹. Bien qu'il n'y ait aucune estimation globale du nombre d'enfants migrants détenus dans l'UE, on comptait 6 555 enfants détenus en 2016 dans les 14 États membres ayant fourni leurs chiffres, la durée de détention de certains allant jusqu'à 195 jours, soit 6,5 mois¹⁶⁰. L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne a par ailleurs remarqué une augmentation du nombre d'enfants placés en détention entre 2018 et 2019 dans les États membres ayant tendance à placer plus souvent les enfants en détention (notamment la France, la Grèce, Malte, la Pologne et la Slovaquie)¹⁶¹.

Les données recueillies par les pays ne sont souvent ni pertinentes ni ventilées par âge et, quand bien même elles le sont, les méthodologies mises en œuvre divergent au point de rendre très difficile toute étude comparative. Par exemple, certains pays ne comptent pas séparément les enfants détenus avec leurs parents¹⁶².

154 von Werthern M., Robjant K., Chui Z., Schon R., Ottisova L., Mason C. & Katona C., 2018, *The impact of immigration detention on mental health: a systematic review*, BMC Psychiatry, 382, s. I.

155 Voir par exemple : Nowak M., 2019, *United Nations Global Study on Children Deprived of Liberty*, chapitre 11 Children Deprived of Liberty for Migration-related Reasons.

156 van der Kolk B., 2014, *The Body Keeps the Score. Mind, Brain and Body in the Transformation of Trauma*, Penguin Books, p.55

157 Entre autres : Professionnels de la santé contre la détention des personnes migrantes, 2016, *Open letter from health professionals against immigration detention*, The Lancet, 388 (100559), 2473-2474; Cour européenne des droits de l'homme (affaire *Popov c. France*, requêtes n°s 39472/07 et 39474/07, 19 janvier 2012; affaire *Muskhadzhiyeva et autres c. Belgique*, requête n° 41442/07, 19 janvier 2010; *Kanagaratnam et autres c. Belgique*, requête n° 15297/09, 13 décembre 2011). Pour plus d'informations sur la détention des enfants, voir PICUM, 2019, *Détention d'enfants migrants dans l'UE*.

158 Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille des Nations unies, 2017, *Observation générale conjointe no 4 (2017) du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et no 23 (2017) du Comité des droits de l'enfant sur les obligations des États en matière de droits de l'homme des enfants dans le contexte des migrations internationales dans les pays d'origine, de transit, de destination et de retour*, paragraphe 5 et suivants.

159 Selon le Global Detention Project, voir Global Detention Project, s. d., *Regions and Subregions – Europe*.

160 Global Detention Project, s. d., *Regions and Subregions – Europe*.

161 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2020, *Fundamental Rights Report 2020*.

162 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2017, *European legal and policy framework on immigration detention of children*.

Peur de la police et conséquences des politiques répressives

Les enfants et les jeunes adultes sans papiers s'inquiètent de leur statut et ont peur d'être découverts. Ils ont très souvent peur de la police car ils craignent d'être placés en détention et expulsés. Leur vie quotidienne s'en trouve affectée, comme en témoignent ces deux jeunes :

« Je pense souvent à la police. Quand je marche dans la rue. Quand je vais à mon stage. Même quand je suis chez moi. Peut-être que la police va arriver sans prévenir, on ne sait pas. Quand je vois la police dans la rue, j'ai peur. Je me mets à trembler. J'essaie de marcher plus vite. Et puis je me dis : « S'ils me voient, ils vont m'attraper ». Alors j'essaie de marcher le plus vite possible. » (Jeune femme, Pays-Bas)¹⁶³

« On sort à peine [...]. Je ne veux pas prendre le risque d'aller dehors. En fait je reste chez moi... ici. Si on se perd, on ne peut pas demander d'aide aux policiers. On ne peut pas leur dire ce qui se passe. » (Jeune homme, Royaume-Uni)¹⁶⁴

Les très jeunes enfants sont également affectés. Aux États-Unis, une étude a montré que les enfants migrants âgés de 3 ans seulement ont une conscience exacerbée du sentiment et des politiques anti-migrants, quel que soit leur statut migratoire¹⁶⁵. Par exemple, selon une étude réalisée au cours du mandat de Donald Trump, les enfants craignaient que leurs parents leur soient enlevés et présentaient un comportement étrange, notamment une agressivité accrue, une anxiété de séparation et un repli sur soi. « Les jeunes enfants ne sont pas en mesure de comprendre les détails d'une politique d'immigration et,

parfois, ils ne connaissent même pas le statut migratoire de leurs parents [...]. Ils craignent le pire à cause de ce qu'ils entendent autour d'eux¹⁶⁶. » Les recherches menées au cours du mandat de Barack Obama¹⁶⁷ sont arrivées à la même conclusion : des entretiens réalisés auprès de 80 familles migrantes mexicaines ont montré que, quels que soient le statut migratoire et les relations des membres de la famille avec les autorités chargées de l'immigration, les enfants s'inquiétaient pour la stabilité de leur famille, craignant qu'elle ne soit séparée par la détention ou l'expulsion d'une partie de ses membres. Ils confondaient également immigration et irrégularité, indépendamment de leur propre statut migratoire¹⁶⁸.

Bien que les politiques d'application des lois en matière d'immigration ne s'accompagnent pas nécessairement d'un discours anti-migrants, ce dernier gagne du terrain dans certains pays européens¹⁶⁹, ce qui peut susciter la peur et la confusion au sein des populations migrantes.

Vie scolaire et se sentir soutenu

La vie scolaire peut s'avérer essentielle à la création de relations sociales solides entre un enfant sans papiers et son entourage. Elle représente un filet social de protection en cas de difficultés, pour lui ou même pour sa famille. Si l'intégration dans le milieu scolaire s'accompagne de défis, tels que la barrière de la langue et les différences culturelles, les enfants sans papiers, tout comme leurs pairs et leurs enseignants, acquièrent les compétences sociales permettant de les surmonter¹⁷⁰ et qui seront précieuses dans leur vie de tous les jours.

163 Kromhout M., Reijersen van Buuren A., Kloppenburg R., van Doorn L., & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS, p. 52. Traduit du néerlandais.

164 Bloch A., Sigona N. & Zetter R., 2014, *No Right to Dream: the social and economic lives of young undocumented migrants in Britain*, Paul Hamlyn Foundation, p. 46.

165 Cervantes W., Ullrich, R. & Matthews H., 2018, *Our Children's Fear: Immigration Policy's Effects on Young Children*.

166 Ibid., p. 3.

167 Dreby J., 2012, *The Burden of Deportation on Children in Mexican Immigrant Families*, Journal of Marriage and Family, 74 (4), 829-845.

168 Fait également mis en évidence par Gonzales R. G., 2016, *Lives in Limbo. Undocumented and coming of age in America*, University of California Press.

169 Infomigrants, 1 février 2019, *UN warns of increased anti-immigrant rhetoric* [consulté le 18 janvier 2021].

170 Une étude menée par Manzoni et Rolfe (2019), portant sur les méthodes mises en œuvre par les écoles au Royaume-Uni pour intégrer les enfants migrants européens et non européens à la vie scolaire, examine à la fois les difficultés et les possibilités dans ce contexte. Par exemple, les directrices et directeurs d'école ainsi que les enseignant-e-s participant à la recherche ont souligné la contribution des enfants migrants et de leur famille à la vie scolaire, faisant ainsi référence au contact facilité avec d'autres langues et cultures. Voir Manzoni C., Rolfe H., 2019, *How schools are integrating new migrant pupils and their families*.

Le rôle de la vie scolaire

L'école¹⁷¹ permet des apprentissages dépassant l'aspect purement éducatif. Elle est à la fois un microcosme social à l'image de la société et une influence réciproque qui s'exerce sur les personnes et les communautés gravitant autour d'elle¹⁷². Elle est bien souvent le seul endroit où parents et enfants sans papiers peuvent se défaire de leur crainte et du stigmat social, et où les enfants sont considérés comme tels. Une étude conduite aux États-Unis suggère que l'expérience de comportements discriminatoires dans le milieu scolaire augmenterait le niveau de stress des enfants migrants et aurait des conséquences sur leur comportement scolaire¹⁷³.

Si l'école doit être un refuge, elle ne l'est pas toujours. Des rapports font ainsi état de l'arrestation de familles sans papiers dans des écoles à Chypre, parfois après que le personnel de l'école a signalé à la police l'inscription de l'enfant¹⁷⁴. D'autres pays, comme la Belgique, protègent toutefois les enfants de cette pratique en fournissant des lignes directrices, d'une part aux écoles afin que les enfants puissent s'inscrire indépendamment de leur statut migratoire irrégulier, et d'autre part à la police afin de garantir qu'aucune arrestation n'ait lieu au sein ou à proximité des écoles¹⁷⁵.

Le milieu scolaire peut être d'un grand soutien pour les enfants sans papiers. En tant que médiateur, il

aide les enfants à trouver leur place dans un nouvel environnement social et culturel, où la langue est probablement différente de chez eux. Les enfants sans papiers ont des besoins sociaux et affectifs qui varient par exemple selon les expériences vécues lors de la migration. Leurs parents, lorsqu'ils les accompagnent, ressentent probablement aussi de tels besoins et peuvent se sentir accablés par ce qu'ils ont vécu. Par conséquent, l'école peut prendre le relais lorsque les parents sont dans l'incapacité de répondre pleinement aux besoins sociaux et affectifs de leurs enfants¹⁷⁶.

Pour les enfants sans papiers, la vie scolaire représente un filet social de protection, qui agit comme un écran protecteur tout au long de leur enfance et de leur adolescence. Les relations sociales avec les camarades de classe et le personnel de l'école peuvent être d'une aide précieuse pour eux¹⁷⁷. Une étude danoise de 2014 a confirmé que la plupart des enfants sans papiers allant à l'école appréciaient grandement le soutien de leurs enseignants, qui les accompagnaient dans leur travail, leur apportaient de l'aide pour d'autres problèmes scolaires comme le harcèlement, ou se mobilisaient lorsque, par exemple, les moyens financiers de la famille ne permettaient pas aux enfants de participer aux activités scolaires¹⁷⁸. Cependant, en l'absence de cette aide, explicable par un manque de programmes d'intégration ou de mécanismes de soutien, les enfants risquent bien d'abandonner l'école¹⁷⁹.

171 Pour rappel, les enfants sans papiers ont accès à une éducation formelle dans la plupart des pays européens, sinon tous, car ils relèvent explicitement ou implicitement du cadre juridique compétent. Sources : Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2011, *Fundamental rights of migrants in an irregular situation in the European Union*; PICUM, 2018 [2015], *Protecting undocumented children: Promising policies and practices from governments*.

172 Osher D., Kendziora K., Spier E. & Garibaldi M. L., 2014, *School Influences on Child and Youth Development*, Defining Prevention Science, 151-169.

173 Menjivar, C., 2008, *Educational hopes, documented dreams: Guatemalan and Salvadoran immigrants' legality and educational prospects*, The Annals of the American Academy, 620, 177-193; Connery C., 23 juillet 2018, *Issue Brief: The Impact of Undocumented Status on Children's Learning*, University of Connecticut.

174 Communication écrite avec KISA, membre de PICUM (8 janvier 2021).

175 Kruispunt et Odice, 2012, *Infodossier Leerlingen zonder wettig verblijf*.

176 Schleicher A., McLaughlin J., 28 mai 2018, *Why social emotional learning matters for migrant students and how schools can help*, OECD Education and Skills Today.

177 Aux Pays-Bas, on a vu plusieurs fois des écoles se mobiliser au moyen de pétitions ou de manifestations contre l'expulsion de leur communauté scolaire d'un enfant sans papiers. Voir entre autres Omroep Brabant, 20 janvier 2015, *Protestmars leerlingen Het Baken Werkendam tegen uitzetting 7-jarig klasgenootje Steve*, [consulté le 18 janvier 2021]; NH Media, 24 février 2012, *School Alkmaar strijdt tegen uitzetting leerlinge*, [consulté le 18 janvier 2021]; Petites NL, s. d., *Lily en Howick mogen niet worden uitgezet* [consulté le 18 janvier 2021].

178 Kromhout M., Reijersen van Buuren A., Kloppenburg R., van Doorn L. & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS.

179 KISA, 2013, *International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination Country: CYPRUS ALTERNATIVE REPORT Submission of KISA – Action for Equality, Support, Antiracism*, p. 63.

Vie scolaire : entrée et sortie

L'examen des questions liées à l'école dans la vie d'un enfant sans papiers doit prendre en compte tous les aspects de sa vie scolaire jusqu'à ses 18 ans. Par exemple, l'accès à l'éducation et à l'accueil des jeunes enfants avant l'entrée dans le système d'éducation formelle est très important pour le développement de l'enfant. Il a été prouvé que cela est d'autant plus vrai pour les enfants issus de milieux socialement et économiquement défavorisés, pour lesquels une intervention précoce favorise la lutte contre les inégalités et les difficultés. Cependant, les familles sans papiers rencontrent souvent des obstacles juridiques, financiers et administratifs pour accéder à l'éducation préscolaire.



Vers la fin de la scolarité, la participation à des stages pour acquérir de l'expérience professionnelle pose également des difficultés semblables. L'enseignement secondaire choisi par l'enfant peut en effet comprendre des stages ou des formations professionnelles auxquels il ne pourra pas accéder en raison de son absence de papiers. On pourra lui demander de fournir des documents d'identité ou un numéro de sécurité sociale, et il n'aura pas le droit de travailler du fait de son statut irrégulier¹⁸⁰.

Un faux départ

Plusieurs **facteurs préalables** ont vraisemblablement une influence sur les performances d'un enfant, avant même qu'il ne commence son éducation formelle. Les enfants élevés dans la pauvreté risquent d'être défavorisés dès leur entrée dans le système éducatif¹⁸¹. Comme évoqué précédemment, la précarité des conditions de logement influence également les performances scolaires de l'enfant. Les enfants sans abri ont ainsi des résultats scolaires plus faibles que ceux de leurs pairs, qui ne peuvent être expliqués par des différences de capacités¹⁸².

Les enfants sans papiers étant le plus souvent élevés dans la pauvreté (voir chapitre « Revenus et statut socio-économique »), ce faux départ doit être pris en compte lors de l'analyse des conséquences de l'absence de papiers sur l'expérience scolaire et du rôle de l'école dans le développement de l'enfant. Une étude de 2018 sur les conditions de vie d'enfants sans papiers à Amsterdam, aux Pays-Bas, a montré que tous ne vont pas à l'école. Selon un questionnaire distribué dans une clinique locale de médecine générale pour les personnes sans papiers, 11 % des enfants des adultes sans papiers venus à la clinique ne fréquentaient aucune école au moment de l'enquête¹⁸³. Par ailleurs, une étude allemande de 2015 a montré que 62 % des écoles primaires observées considéraient l'inscription d'enfants sans papiers comme impossible¹⁸⁴.

180 Par exemple, voir The New York Times, 22 juin 2011, *My Life as an Undocumented Immigrant* [consulté le 18 janvier 2021]. Certains pays, comme la France, ont élaboré des politiques permettant à tous les enfants de participer à des stages ou à des formations professionnelles. Voir PICUM, 2018 [2015], *Protecting undocumented children: Promising policies and practices from governments*.

181 Higgings S., Coe R. & Gorard S., 5 décembre 2014, *How to improve the chances of poor children at school*, The Conversation [consulté le 18 janvier 2021]. Voir Platt L., 3 décembre 2014, *Parents' fortunes matter for cognitive development of 11-year-olds*, The Conversation [consulté le 18 janvier 2021] en ce qui concerne l'effet des revenus des parents sur le développement cognitif de l'enfant.

182 Harker L., 2006, *Chance of a lifetime: The impact of bad housing on children's lives*, Shelter.

183 Klok-Nentjes S., Tramper-Stranders S.A., Van Dam-Bakker E.D.M. & Beldman J.J., 2018, *Undocumented children in the Amsterdam region: an analysis of health, school and living circumstances*, European Journal of Pediatrics, 177(7), 1057-1062.

184 Bildungskick, 2015, *Papierlos, aber nicht rechtlos: Die unsichtbaren Kinder*.

Enfants sans papiers scolarisés : ce qu'il faut prendre en compte

Une étude portant sur les méthodes mises en œuvre par des écoles au Royaume-Uni pour intégrer les enfants migrants européens et non européens à la communauté scolaire examine à la fois les défis et les possibilités qui se présentent¹⁸⁵. Par exemple, les directeurs et directrices d'école ainsi que les enseignante-s participant à la recherche ont souligné la contribution des enfants migrants et de leur famille à la vie scolaire, faisant ainsi référence au contact facilité avec d'autres langues et d'autres cultures.

Cependant, l'étude s'intéresse également aux difficultés spécifiques des enfants migrants, notamment la barrière de la langue et les obligations relatives aux **procédures d'obtention d'un permis de séjour**. Par exemple, un enseignant a mentionné l'absence des enfants qui doivent renouveler leur visa¹⁸⁶. Un enseignant d'école primaire explique ainsi que « *s'ils doivent partir pour renouveler leur visa, il n'y a rien à faire, puisqu'il s'agit d'une obligation. Certains des parents doivent le faire tous les six mois, à cause de leur gouvernement et pour être sûrs que leurs enfants puissent étudier* »¹⁸⁷. Dans cette situation, ignorer cette obligation conduirait à un statut migratoire irrégulier, tandis que s'y conformer signifie manquer des cours obligatoires et des possibilités d'apprentissage.

Les parents sans papiers qui cherchent à régulariser leur situation font face au même problème. Les enfants en âge d'aller à l'école doivent souvent accompagner leurs parents chez des avocats ou à des entretiens lorsque leurs parents ne parlent pas la langue couramment et ne

peuvent être accompagnés ni par un travailleur social, ni par un interprète, ni par un proche de la famille.

Un autre facteur en lien avec l'école, souvent négligé, est la pression financière subie par les familles à revenus limités (y compris les familles sans papiers) pendant les **vacances scolaires**, et particulièrement celles d'été. Elles impliquent en effet des frais supplémentaires, car les parents doivent alors payer les déjeuners et activités de loisir habituellement pris en charge par l'école, en plus des dépenses courantes du foyer. La santé mentale de l'enfant risque de se dégrader du fait de la pression financière accrue que subit sa famille et de la diminution du nombre d'expériences positives pendant les vacances¹⁸⁸. Les enfants en situation de précarité économique sont en outre plus susceptibles de subir des pertes d'apprentissage pendant les vacances, et auront donc besoin de plus de temps pour rattraper leur retard à la rentrée¹⁸⁹.

Par ailleurs, en l'absence d'accès à l'éducation et à l'accueil des jeunes enfants, et notamment à des structures d'accueil, les enfants sans papiers doivent parfois rester seuls à la maison pendant les vacances quand leurs parents sont au travail, éventuellement pour s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes ou sous la surveillance de personnes non déclarées. Cette situation est plus fréquente dans les familles monoparentales¹⁹⁰.

Le milieu éducatif peut s'avérer décisif tout au long de la vie de l'enfant, dans sa création d'une vie stable et pleinement satisfaisante. Grâce à l'accompagnement personnel et à la création d'un filet social de protection,

185 Manzoni C., Rolfe H., 2019, *How schools are integrating new migrant pupils and their families*, National Institute of Economic and Social Research. Cette étude a été menée avant la conclusion de l'accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne en décembre 2020. Selon cet accord, le gouvernement du Royaume-Uni ne fait plus de distinction entre les ressortissants étrangers européens et non européens. Source : Commission européenne, 24 décembre 2020, *L'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : protection des intérêts européens, garantie d'une concurrence loyale et poursuite de la coopération dans des domaines d'intérêt mutuel*, communiqué de presse; UK Home Office, *The UK's point-based immigration system: information for EU citizens*, Guidance.

186 Manzoni C., Rolfe H., 2019, *How schools are integrating new migrant pupils and their families*, National Institute of Economic and Social Research.

187 Ibid. p. 22.

188 Morgan K., Moore G., 4 avril 2019, *Poorer children's summer holiday experiences linked with worse mental well-being*, The Conversation [consulté le 18 janvier 2021].

189 Shinwell J., Defeyter M. A., 2017, *Investigation of Summer Learning Loss in the UK – Implications for Holiday Club Provision*, *Frontiers in Public Health*, 5 (270).

190 PICUM, 2013, *Access to early childhood education and care for undocumented children in Europe*.

l'enfant se construit un futur plus lumineux aux fondements plus solides. Il devient ainsi plus résilient. L'isolement social que vivent certains enfants sans papiers peut ainsi représenter un grand sujet de préoccupation. Une étude menée en 2018 parmi des enfants migrants sans abri à Paris a ainsi montré que 85,9 % des personnes interrogées étaient seules, sans famille ni amis pour les accompagner¹⁹¹.

Le milieu scolaire fonctionne comme un facteur de médiation dans la vie des enfants, alors qu'ils font face à d'autres difficultés au quotidien. Permettre aux enfants sans papiers d'accéder à l'éducation, y compris à l'éducation et à l'accueil des jeunes enfants ainsi qu'aux activités extrascolaires et aux stages, est donc crucial pour développer la résilience de l'enfant et l'amener à bâtir un avenir stable et sûr.

Vie de famille et liens affectifs forts

Les enfants élevés dans une famille aimante et ayant un attachement fort à leurs parents feront de cette expérience les fondations solides du succès et de la résilience dans leur vie future. Dans le cas précis des enfants sans papiers, une telle expérience peut vraisemblablement atténuer les répercussions d'autres circonstances de leur vie.

Bienfaits à long terme d'une relation parent-enfant solide

Le psychiatre John Bowlby a élaboré sa théorie de l'attachement dans les années 1960, affirmant qu'un enfant a un besoin inné d'attachement à une personne qui prend soin de lui, plus particulièrement au cours des deux premières années de sa vie. Cet attachement se manifeste notamment par la recherche de la proximité avec cette personne (un parent, une nourrice ou tout

autre membre de la famille) en cas de stress ou de peur et s'exprime par des signaux tels que les pleurs¹⁹². Cette théorie se fonde toutefois sur l'idée de dépendance à la famille nucléaire, alors que les familles migrantes en dépassent parfois les frontières. La figure d'attachement peut donc être un membre de la famille élargie, comme dans le cas d'enfants séparés de leurs parents¹⁹³.

Les recherches ultérieures sont arrivées à des résultats similaires, établissant qu'un attachement profond à la personne qui prend soin de lui favorise le développement de stratégies d'adaptation efficaces chez l'enfant. Cependant, puisque l'enfant s'attache à la personne qui s'occupe majoritairement de lui, la qualité et la nature de cet attachement influencent grandement le cours de sa vie¹⁹⁴. Lorsque l'enfant se sent aimé et en sécurité, son cerveau développe des compétences d'exploration, de jeu et de coopération¹⁹⁵. L'amour et la sécurité protègent également sa santé mentale : il a été prouvé que le soutien social est le mécanisme de protection le plus efficace contre les traumatismes et le stress¹⁹⁶.



191 Cette étude a été menée parmi 293 enfants âgés de 14 à 17 ans. Voir Refugee Rights Europe, 2018, *Still on the streets – documenting the situation for refugees and displaced people in Paris, France*.

192 McLeod S., 2017, *Bowlby's Attachment Theory*, Simply Psychology.

193 Falicov C. J., 2007, *Working With Transnational Immigrants: Expanding Meanings of Family, Community, and Culture*.

194 van der Kolk B., 2014, *The Body Keeps the Score. Mind, Brain and Body in the Transformation of Trauma*, Penguin Books, pp.110-111.

195 Ibid., p.56.

196 Ibid., p.79.

Conséquences du statut de sans papiers sur la dynamique familiale

Les difficultés que rencontrent les parents lors de leur migration dans un autre pays s'accompagnent d'une série d'exigences externes susceptibles de nuire à leur rôle parental. On sait que ces facteurs de stress d'acculturation interfèrent avec l'unité familiale¹⁹⁷. Assurer un revenu, concilier des activités quotidiennes avec un statut irrégulier ou encore être victimes de discrimination constituent autant de problèmes urgents et de difficultés limitant la disponibilité des parents pour interagir avec leurs enfants. En retour, le manque d'attention peut être une source de stress pour l'enfant, qui ressent l'absence de sa source première de confort et de consolation. L'exposition à de telles situations de stress chronique peut causer des troubles du développement de l'attachement, à un niveau comparable à ceux présentés par les enfants victimes de maltraitances¹⁹⁸.

La plupart des parents font de leur mieux pour faciliter la vie de leurs enfants, mais ceux élevés au sein de foyers soumis à un stress chronique risquent de manquer d'attention, puisque leurs parents sont préoccupés par la survie de leur famille, ou de subir de mauvais traitements¹⁹⁹, ayant pour conséquence des taux plus élevés de cortisol²⁰⁰ qui peuvent mener au développement de problèmes physiques et comportementaux, comme l'anxiété et la dépression²⁰¹.

Conséquences de la séparation familiale

Les mesures répressives (comme la détention des personnes migrantes) ou encore la décision de migrer séparément peuvent entraîner la séparation de familles sans papiers. Dans un centre de détention, la séparation survient lorsqu'un parent ou les deux sont placés en détention, tandis que les enfants sont placés dans des structures d'accueil alternatives ou bien lorsque les enfants continuent à vivre avec leur parent non détenu. Selon Bowlby, priver un enfant de sa figure d'attachement, quelle que soit la raison de la séparation, est susceptible de causer des troubles cognitifs, émotionnels et sociaux, comme la dépression et l'agressivité²⁰².

Une étude menée en 2002 a montré les conséquences de la séparation familiale sur les familles migrantes aux États-Unis. Les enfants séparés de leurs parents étaient plus susceptibles de présenter des symptômes de dépression que les enfants non séparés²⁰³.

Inversion des rôles

Dans certaines familles, les relations parent-enfant évoluent et les enfants endossent le rôle normalement rempli par les parents. Cette inversion des rôles, ou « parentification », bien que n'arrivant pas uniquement chez les familles migrantes ou sans papiers, a souvent été constatée à un certain degré chez les familles migrantes, y compris celles vivant dans des structures d'accueil.

197 Piedra L.M., Engstrom D.W., 2009, *Segmented Assimilation Theory and the Life Model: An Integrated Approach to Understanding Immigrants and Their Children*.

198 Cyr C., Euser E. M., Bakermans-Kranenburg M. J. & van IJzendoorn M. H., 2010, *Attachment security and disorganization in maltreating and high-risk families: A series of meta analyses*, in: 'Development and Psychopathology', 22, 87-108.

199 Ashman, Dawson, Panagiotides, Yamada, & Wilkins, 2002; Gershoff et al., 2007; Lupien, King, Meaney & McEwen, 2000 in: H. Yoshikawa & A. Kalil, *The Effects of Parental Undocumented Status on the Developmental Contexts of Young Children in Immigrant Families*, 2011, p. 295.

200 Les recherches menées par Lupien S. J., King S., Meaney M. J. & McEwen B. S. en 2000 ont confirmé que des taux plus élevés de cortisol, vraisemblablement corrélés au niveau de symptômes de dépression chez la mère, sont effectivement observables chez les enfants dont le statut socio-économique est bas. Cette corrélation est déjà identifiable chez les enfants âgés seulement de 6 ans. Voir Lupien S. J., King S., Meaney M. J. & McEwen B. S., 2000, *Child's Stress Hormone Levels Correlate with Mother's Socioeconomic Status and Depressive State*, Biological Psychiatry, 48 (10), 976-980.

201 Concordia University, 2011, *Behavioural problems linked to cortisol levels: Study finds intervention needed as soon as behavioural problems appear*, Science Daily.

202 McLeod S., 2017, *Bowlby's Attachment Theory*, Simply Psychology.

203 Suarez-Orozco C., Todorova I. I. G. & Louie J., 2002, *Making Up For Lost Time: The Experience of Separation and Reunification Among Immigrant Families*.

Elle naît entre autres du fait que les parents perdent de leur capacité d'agir dans les six rôles parentaux suivants : « rôle de soins (*répondre aux besoins physiologiques de l'enfant*), de protecteur (*garantir la sécurité de l'enfant*), rôle affectif (*avoir un amour intense pour l'enfant*), rôle de guide et d'enseignant (*apprendre à l'enfant comment fonctionne le monde*), d'architecte (*organiser l'environnement de l'enfant et l'y guider*), de modèle spirituel (*offrir un exemple de spiritualité*) »²⁰⁴. L'inversion des rôles, dans le cas de parents sans papiers, peut survenir à cause des nouvelles normes culturelles, de la maîtrise insuffisante ou inexistante de la langue locale, de difficultés financières, de traumatismes antérieurs, de l'institution ou du centre de détention où ils vivent et où d'autres leur imposent un cadre et des décisions, etc.

Ce changement dans les relations parent-enfant n'est pas nécessairement préjudiciable, mais peut l'être. Il peut avoir de grandes répercussions sur le développement socioémotionnel de l'enfant et augmenter le risque de troubles psychiques si ce que l'on attend de lui dépasse ses possibilités. Cependant, la prise en charge de responsabilités familiales entrant dans le champ de ses capacités à son stade de développement peut l'aider à accroître son autonomie et ses compétences²⁰⁵.

Néanmoins, même si l'enfant est en mesure de remplir les tâches qui lui sont confiées, il est essentiel que les personnes en charge des services à la personne, les assistants et travailleurs sociaux aident les parents, y compris sans papiers, dans leur rôle parental.

204 Heath H., 2006, *Parenting: a relationship-oriented and competency-based process*, Child Welfare, 85 (5), 749-766, in: Ahmad Ali M., 2008, *Loss of Parenting Self-efficacy among Immigrant Parents*, Contemporary Issues in Early Childhood, 9(2), 148-160.

205 Macfie J., Brumariu L. E. & Lyons-Ruth K., 2015, *Parent-child role-confusion: A critical review of an emerging concept*, Developmental Review, 36, 34-57.

CONCLUSION : VIVRE EN SITUATION IRRÉGULIÈRE ET TROUVER DES SOLUTIONS DURABLES

Si la vie et l'expérience de chaque enfant sans papiers est unique, la plupart sont souvent passés par de nombreux événements potentiellement traumatisants, comme les difficultés financières de leur famille, des déménagements et des changements d'école fréquents, le sans-abrisme ou de mauvaises conditions de logement, des procédures de migration longues et compliquées ou encore le manque de relations épanouissantes avec leurs proches.

La capacité d'agir constitue un facteur d'atténuation crucial lors d'événements potentiellement traumatisants : « être capable de bouger ou d'agir dans une situation potentiellement traumatique, dans le but de se protéger, est un facteur crucial pour déterminer si cette expérience horrible laissera des traces durables »²⁰⁶. Cependant, la capacité d'agir des enfants est plus limitée, du fait de leur jeune âge et parce que les personnes migrantes sont le plus souvent dépendantes de décisions prises par d'autres²⁰⁷.

L'expérience du traumatisme ne doit pas être sous-estimée : « à la suite d'un traumatisme, le monde se divise brusquement entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Les personnes n'ayant pas vécu l'expérience traumatisante ne sont pas fiables car elles ne peuvent pas comprendre »²⁰⁸. Cette description inclut les personnes en charge de l'aide à la personne qui veulent aider les enfants sans papiers, les agents de l'immigration qui les interrogent

dans le cadre des procédures pour un titre de séjour ou toute autre personne qu'ils rencontrent.

Si les enfants et les jeunes sans papiers ont une résilience remarquable moyennant suffisamment de facteurs de médiation et de protection, la société ne joue pas en leur faveur. Un statut migratoire irrégulier ou instable prive les enfants des fondations stables et sûres dont ils ont besoin. Comme l'a formulé un adolescent, « les personnes sans papiers n'ont pas de vie heureuse »²⁰⁹. Le fait que de nombreux enfants sans papiers deviennent des jeunes, puis des adultes intelligents et responsables désireux de contribuer à la vie locale prouve leur résilience ainsi que les compétences parentales de leurs parents.

Cependant, une vie sans statut migratoire stable reste une vie pleine de contraintes et de limites. Les enfants et les jeunes sans papiers ne peuvent atteindre leur plein potentiel tant que leur statut n'est pas régularisé. C'est pourquoi il est important que les gouvernements nationaux élaborent et mettent en œuvre des procédures d'évaluation de l'intérêt supérieur dans leurs lois sur l'immigration, qui mènent à une solution durable dans l'intérêt supérieur de l'enfant (voir l'encadré 7). À l'échelle du pays, les enfants et les jeunes devraient également avoir pleinement accès aux services et aux aides ainsi qu'aux procédures pour obtenir un titre de séjour et aux mécanismes de régularisation fondés sur les droits de l'enfant.

206 van der Kolk B., 2014, *The Body Keeps the Score. Mind, Brain and Body in the Transformation of Trauma*, Penguin Books, p.55.

207 Par exemple les agents d'immigration, mais aussi les propriétaires, les prestataires de services sociaux, etc.

208 van der Kolk B., 2014, *The Body Keeps the Score. Mind, Brain and Body in the Transformation of Trauma*, Penguin Books, p.18.

209 Kromhout M., Reijersen van Buuren A., Kloppenburg R., van Doorn L. & van Os C., 2014, *Kinderen buiten beeld. Een onderzoek naar de woon- en leefsituatie van ongedocumenteerde kinderen*, Hogeschool van Utrecht, Defence for Children et Stichting LOS, p. 52. Traduit du néerlandais.

ENCADRÉ 7 Solutions durables pour les enfants sans papiers

Lors de la prise de décisions concernant l'avenir d'enfants migrants, l'accent devrait être placé sur la création d'un environnement où leurs droits sont protégés et où ils peuvent atteindre leur plein potentiel. Les trois solutions suivantes sont donc envisageables :

- l'intégration dans le pays où ils vivent,
- l'intégration dans leur pays d'origine (ou celui de leurs parents),
- l'intégration dans un pays tiers, par exemple pour réunir un mineur non accompagné et ses parents.

Un statut migratoire stable est le fondement de ces trois solutions.

Néanmoins, la majorité des décisions en matière migratoire sont actuellement prises sans prendre dûment en considération ni leurs conséquences sur l'enfant concerné, ni l'intérêt supérieur de celui-ci. Le bien-être et l'avenir de l'enfant sont ainsi mis en péril et ses droits violés.

En coopération avec l'Unicef, l'OIM, le Haut-Commissariat des droits de l'homme des Nations unies, Save the Children, ECRE et Child Circle, PICUM a développé des lignes directrices pour élaborer des procédures axées sur l'intérêt supérieur de l'enfant qui vise à trouver une solution durable et déterminer les protections à mettre en place lorsqu'un retour est dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Voir <http://picum.org/fr/durable-solutions/> pour consulter toutes les ressources.



RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes s'adressent aux gouvernements dont les politiques ont des répercussions à l'échelle locale, nationale, régionale, mais aussi mondiale pour les enfants sans papiers :

1 Procédures d'obtention d'un titre de séjour, dans l'intérêt supérieur de l'enfant :

- Élaborer et mettre en œuvre des procédures axées sur l'intérêt supérieur de l'enfant dans les lois nationales sur l'immigration, qui visent à identifier une solution durable dans l'intérêt supérieur de l'enfant.
- Tant que des procédures axées sur l'intérêt supérieur de l'enfant qui visent à identifier une solution durable ne sont pas encore pleinement mises en œuvre à échelle nationale, il faut garantir l'accès des enfants et des jeunes aux démarches pour le permis de séjour et aux mécanismes de régularisation fondés sur les droits de l'enfant dans le pays où ils se trouvent.

2 Intégration et accès aux services, y compris à l'éducation :

- Garantir aux enfants un accès complet aux services, y compris aux soins de santé préventifs et de santé mentale. Cet accès doit être gratuit ou à prix abordable, quel que soit le statut migratoire de l'enfant.
- Analyser et atténuer les obstacles pratiques, financiers et administratifs qui empêchent les familles et les enfants sans papiers d'accéder aux services.
- Garantir la stricte séparation des rôles entre les personnes en charge des services à la personne et les autorités chargées de l'immigration, de sorte que les enfants sans papiers et leurs parents n'aient pas peur de demander l'aide dont ils ont besoin.

3 Réduction du taux de pauvreté :

- Garantir que les initiatives et les services visant à lutter contre la pauvreté prennent en compte et visent les enfants et parents sans papiers.
- Protéger de l'exploitation et des très bas salaires les parents qui travaillent, en remédiant aux lacunes du droit du travail et en réaffirmant l'inclusion sociale de tou.te.s les travailleur.ses, indépendamment de leur statut.

4 Participation :

- Consulter les enfants, les jeunes et les parents (anciennement) sans papiers lors de l'élaboration de nouvelles politiques et pratiques, y compris de procédures de migration, qui auront des conséquences sur les enfants sans papiers.
- Chercher à comprendre concrètement les répercussions des politiques et des pratiques sur les enfants et familles sans papiers.

5 Protection contre la violence :

- Évaluer et réformer les politiques et les pratiques susceptibles de nuire aux enfants sans papiers et à leur famille, y compris la détention des personnes migrantes, la séparation familiale, le sans-abrisme forcé, la malnutrition et l'isolement social.
- Ne pas criminaliser l'aide humanitaire aux enfants et adultes sans papiers.
- Informer les adultes et enfants sans papiers et sensibiliser les personnes en charge des services aux droits des personnes migrantes sans papiers et aux politiques de protection de l'enfance existantes, en adaptant le format au public visé.
- Pour les gouvernements locaux, soutenir les réseaux formels et informels qui entourent les enfants sans papiers et leurs familles, puisqu'ils peuvent atténuer les répercussions négatives de leur absence de papiers.



PLATFORM FOR INTERNATIONAL COOPERATION ON
UNDOCUMENTED MIGRANTS

Rue du Congres / Congresstraat 37-41, post box 5
1000 Brussels
Belgium
Tél : +32/2/210 17 80
Fax : +32/2/210 17 89
info@picum.org
www.picum.org